



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 31 décembre 2022**



Table des matières

Mission inclusion	4
RIEN A SIGNALER	5
Champs d'action au Québec	6
QUAND LA FAIM DEVRAIT JUSTIFIER LES MOYENS	7
REPENSER NOS FAÇONS D'AGIR SUR LES INEGALITES SOCIALES	10
Le Soleil – 17 décembre 2022	10
L'ORGANISME HABITATIONS CHUTE-AUX-OUTARDES VEUT CONSTRUIRE	12
LOGEMENTS ABORDABLES	12
Radio-Canada – 17 décembre 2022.....	12
DE NOMBREUX QUEBECOIS CONFRONTES A L'INSECURITE ALIMENTAIRE	14
Métro – 20 décembre 2022.....	14
PREVENTION MONTREAL: UN PROGRAMME POUR LUTTER CONTRE LA VIOLENCE	15
CHEZ LES JEUNES	15
Agence QMI (via Journal de Montréal) – 21 décembre 2022.....	15
GUIGNOLEE ET FISCALITE À QUAND LE RENFORCEMENT DU FILET SOCIAL ?	16
La Presse+ – 22 décembre 2022 - p. DÉBATS_7.....	16
La Presse – 22 décembre 2022.....	16
« MON PREMIER NOËL AU QUEBEC »	18
La Presse – 24 décembre 2022.....	18
La Presse+ - 24 décembre 2022 - p. ACTUALITÉS_14.....	18
L'ACTUALITE COMMUNAUTAIRE EN 2022	21
La Voix de l'Est – 28 décembre 2022	21
SERIE ACTEURS DE CHANGEMENT : CELLE QUI OFFRE UN TOIT AUX JEUNES DE LA	24
DPJ DEVENUS SANS-ABRI	24
La Presse+ - 28 décembre 2022 - p. ACTUALITÉS_11.....	24
La Presse – 28 décembre 2022.....	24
DES ORGANISMES JEUNESSE PEINENT A OFFRIR DES SERVICES ADEQUATS	27
Le Soleil – 30 décembre 2022	27
BIENVEILLANCE	30
La Presse – 31 décembre 2022.....	30
La Presse+ - 31 décembre 2022 – section Débats, écran 7	30
PERSONNALITE DE L'ANNEE: LES COMBATTANTS DE LA PAUVRETE	32
Le Nouvelliste – 31 décembre 2022	32
Le Soleil – 31 décembre 2022	32
La Voix de l'Est – 31 décembre 2022	32
Le Quotidien – 31 décembre 2022	32
Le Droit – 31 décembre 2022	32
La Tribune – 31 décembre 2022.....	32



Champs d'action à l'international.....	35
JOE BIDEN SE POSE EN PORTE-VOIX DE L'AFRIQUE	36
Agence France-Presse via Le Soleil – 15 décembre 2022	36
Agence France-Presse via Le Droit– 15 décembre 2022.....	36
Agence France-Presse via Le Nouvelliste– 15 décembre 2022.....	36
Agence France-Presse via Le Quotidien – 15 décembre 2022.....	36
Agence France-Presse via La Tribune – 15 décembre 2022	36
Agence France-Presse via La Voix de l'Est – 15 décembre 2022	36
SECHERESSE EN ETHIOPIE : DEUX MILLIONS DE PERSONNES SUPPLEMENTAIRES CONFRONTEES A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DEPUIS SEPTEMBRE - PAM	38
ONU Info - 16 décembre 2022.....	38
AFRIQUE : 88 % DE LA POPULATION RESSENTENT LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE (ENQUETE)	40
Journal du Mali - 20 décembre 2022	40
L'INDE PREVOIT DE FOURNIR DES AIDES ALIMENTAIRES GRATUITES A 813 MILLIONS DE PAUVRES D'ICI 2023	41
Agence Anadolu – 24 décembre 2022	41
Des représentants AGRICOLES africains visitent une ferme de Saint-Damase	42
Le Courrier de Saint-Hyacinthe – 29 décembre 2022	42
FAIM DANS LE MONDE : UNE CRISE SANS PRECEDENT	44
La Presse+ - 29 décembre 2022 - p. ACTUALITÉS_18.....	44
La Presse – 29 décembre 2022.....	44
Entre avancées et reculs, une année 2022 de lutte pour les droits des femmes	47
France 24 – 30 décembre 2022.....	47
NORD-OUEST/SUD-OUEST : L'UNION EUROPEENNE DEBLOQUE 2,771 MILLIARDS DE F POUR LUTTER CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	51
Eco Matin – 31 décembre 2022	51
Actualité à surveiller.....	52
RIEN A SIGNALER	53



Mission inclusion



RIEN A SIGNALER



Champs d'action au Québec



QUAND LA FAIM DEVRAIT JUSTIFIER LES MOYENS

Le Journal de Montréal (Le Journal de Québec) – 16 décembre 2022 – P. 6

Le Journal de Montréal (site web) – 15 décembre 2022

Par : Josée Legault

<https://www.journaldemontreal.com/2022/12/15/quand-la-faim-devrait-justifier-les-moyens>

04.01.2023 15:34

PressDisplay.com - Le Journal de Montréal - 16 déc. 2022 - Page #6

ACTUALITÉS LE JOURNAL DE MONTRÉAL 15 DÉCEMBRE 2022

OPINIONS

Quand la faim devrait justifier les moyens

Nous avons la chance inouïe de vivre dans des sociétés riches et avancées. Ce qu'on appelle l'«insécurité alimentaire» – ou dit plus clairement la faim – est pourtant en nette croissance.

Dès qu'une personne peut se loger décentement pour 25 % de son revenu, surtout s'il est limité, tout change. Son alimentation s'améliore. Sa santé physique et mentale aussi.

L'hiver s'installe pour de bon au Québec

Une bonne bordée attendue aujourd'hui

C'est maintenant officiel, les Québécois auront droit à un Noël blanc cette année puisque la bordée de neige attendue aujourd'hui devrait durer au moins jusqu'aux célébrations de fin d'année.

ANNONCE À L'ACOPS

La Ville de Montréal a pour sa part, fait une mise en garde contre les trois derniers jours de la saison hivernale, avant d'annoncer progressivement l'arrêt des services de déneigement.

ANNONCE À L'ACOPS

La Ville de Montréal a pour sa part, fait une mise en garde contre les trois derniers jours de la saison hivernale, avant d'annoncer progressivement l'arrêt des services de déneigement.

Dès qu'une personne peut se loger décentement pour 25 % de son revenu, surtout s'il est limité, tout change. Son alimentation s'améliore. Sa santé physique et mentale aussi.

Nous avons la chance inouïe de vivre dans des sociétés riches et avancées. Ce qu'on appelle l'«insécurité alimentaire» – ou dit plus clairement la faim – est pourtant en nette croissance.

Cet été, on rapportait que l'insécurité alimentaire frappait déjà près d'un million de Québécois. Avec en plus l'inflation indécente des prix en épicerie, on n'ose à peine imaginer ce qui en est aujourd'hui.

Le temps des Fêtes et ses guignolées viennent le rappeler d'autant plus. Quand on a faim, qu'on souffre de malnutrition, qu'on doit couper dans la bouffe parce que tout le reste, dont tout d'abord le loyer, coûte aussi trop cher, impossible de «festoyer».



L'équation est simple. Noël ou pas, qu'on soit sur l'aide sociale, retraité sans fonds de pension, pigiste sans assurances en cas de coup dur, travailleur au salaire minimum à 14,25 \$/heure ou même de la classe moyenne vraiment moyenne, se nourrir et se loger correctement est une impossibilité mathématique.

À Montréal, selon un rapport commandé par Centraide, le cinquième des personnes les plus pauvres consacrent 80 % de leurs revenus à se loger. 80 % ! Comment voulez-vous vous nourrir adéquatement?

Files d'attente

Les banques alimentaires croulent donc sous une demande de plus en plus lourde. Laisser des gens avoir faim dans une société d'abondance est une véritable indécence, autant sociale que politique.

Or, se limiter à n'y voir que l'effet pervers et à court terme de l'inflation serait une erreur. La faim existait avant le retour de l'inflation et si rien n'est fait de plus structurant, elle y survivra.

Le Québec n'est peut-être pas la société occidentale la plus inégalitaire en termes d'écart entre ses plus riches et ses plus pauvres, mais prenons à ne pas le devenir d'ici peu.

Les files d'attente devant les banques alimentaires, dont de plus en plus de personnes de la classe dite moyenne, s'allongent dangereusement. Les prix des loyers atteignent des sommets inégalés.

Bref, qui devinerait que ce mardi 13 décembre marquait les 20 ans de l'adoption par l'Assemblée nationale de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ?

Aucune valeur rédemptrice

Vingt ans plus tard, le gouvernement Legault aura beau envoyer des chèques issus de son bouclier anti-inflation – y compris à des milliers de Québécois qui n'en ont pas besoin –, combattre la pauvreté, dont la faim, commande des actions plus durables.

Oui, la faim devrait justifier des moyens plus musclés pour la contenir. Parce que la faim n'est que le symptôme le plus choquant de la précarité financière de nombreux Québécois. D'où la nécessité de politiques plus musclées.

Sur le «terrain», des organismes communautaires jusqu'aux chercheurs universitaires, des pistes de solution sont connues. On parle d'augmentation du salaire minimum et des prestations de base d'aide sociale pour les personnes aptes au travail.

D'interdiction des rénovictions et des évictions abusives de locataires qui, elles aussi, montent en flèche. De la création d'un registre des baux. De limiter les prix pour les denrées de base.

D'accélérer la construction de logements sociaux ou abordables de qualité – une urgence nationale. Dès qu'une personne peut se loger décemment pour 25 % de son revenu, surtout s'il est limité, tout change. Son alimentation s'améliore. Idem pour sa santé physique, mentale et l'estime de soi.



Comme disait jadis ma grand-mère qui, toute sa vie, a vécu dans la pauvreté: «il n'y a aucune valeur rédemptrice à être pauvre». Pour des sociétés riches et des gouvernements puissants comme les nôtres, la pauvreté et la faim n'ont surtout aucune raison d'être.

[Retour à la table des matières](#)



REPENSER NOS FAÇONS D'AGIR SUR LES INÉGALITÉS SOCIALES

LE SOLEIL – 17 DÉCEMBRE 2022

Par : Isabelle Genest, Présidente-directrice générale de Centraide Québec, Chaudière-Appalaches et Bas-Saint-Laurent

<https://www.lesoleil.com/2022/12/17/repenser-nos-facons-dagir-sur-les-inegalites-sociales-85846c536ec801cc345204798cc1bd5d>

POINT DE VUE / La chronique de Mickaël Bergeron, « Le problème avec Scrooge », publiée le 10 décembre 2022, a attiré notre attention par sa justesse.

La pauvreté, l'exclusion et les inégalités sont des problèmes sociaux complexes. Cependant, cette complexité ne signifie pas qu'il soit impossible de les prévenir, de les réduire, de s'y attaquer pour vrai. Les politiques publiques en vigueur au Québec expliquent que la pauvreté et les inégalités sont moindres ici que dans bien des États dans le monde. Or, les inégalités sont bien présentes, croissantes, et sources de souffrances économiques et sociales visibles.

La faim, la détresse, l'isolement, l'itinérance, la marginalisation... La liste est longue. Et à la base, la pauvreté demeure un problème de revenu, que l'on soit à l'aide sociale ou au travail. Des travailleurs ne joignent donc pas les deux bouts.

Si l'on se doit de soutenir toute personne vivant une situation de pauvreté ou d'exclusion sociale afin de lui permettre d'améliorer sa condition, l'aide individuelle ne suffit pas. Pour ne plus être une société productrice de pauvreté et d'exclusion, il est nécessaire de repenser nos façons de vivre ensemble et d'agir sur les inégalités sociales.

Si la pauvreté est souvent réduite à un problème individuel, la question des inégalités est plus clairement perçue comme collective, politique et structurelle. Il en va de même pour les solutions visant à réduire ces inégalités : des actions collectives, politiques et structurelles sont incontournables.

Ainsi, l'action gouvernementale de tous les paliers est critique.

Ce qui a changé

Il est vrai que l'actualité témoigne d'un monde en plein bouleversement. Les statistiques sur l'insécurité alimentaire frappent l'imaginaire et font véritablement peur. Alors que la pandémie a agi comme un révélateur, la crise inflationniste joue un rôle de catalyseur des inégalités sociales. Tout semble s'accélérer.

Qu'est-ce qui a changé au fond? Pour plusieurs travailleurs, le salaire n'est plus une garantie de pouvoir se procurer l'essentiel. La demande pour les paniers alimentaires explose. À l'aube de Noël, pas étonnant que ce soit la cause chouchou, mais la crise du logement, la santé mentale, l'isolement, le décrochage scolaire et la lutte à la toxicomanie sont quelques-unes des problématiques qui doivent aussi faire partie des maillons de la chaîne d'entraide.

C'est pourquoi Centraide Québec et Chaudière-Appalaches, ainsi que Centraide Bas-Saint-Laurent, aident respectivement 215 et 50 organismes qui de près ou de loin ont une incidence sur la lutte à la pauvreté.



Au fil de nos interventions, nous constatons que c'est tout le réseau qui est sous tension. La situation actuelle est d'autant plus dangereuse qu'elle touche aussi les travailleurs du milieu communautaire qui délaissent le secteur, non par manque de courage ou de vocation, mais de peur de ne plus joindre les deux bouts. L'inflation et la pénurie de main-d'œuvre affaiblissent davantage le réseau et contribuent à l'effritement du filet social.

La volonté de s'entraider

Donc la philanthropie ne peut tout faire seule, c'est vrai. Elle ne doit surtout pas devenir un mirage et promettre l'oasis pour tous. Mais il faut se souvenir que la philanthropie rassemble une mosaïque de donateurs, petits et grands, qui se mobilisent pour aider leurs prochains. Non seulement ces donateurs font un don financier, mais ils donnent bien souvent de leur temps. Ils assistent à des témoignages, rencontrent des organismes, démarrent des campagnes en milieu de travail, participent à des événements, initient la relève, forment des bénévoles, partagent leur expertise, etc.

Ainsi, ils deviennent des ambassadeurs de la lutte à la pauvreté. Ils sont partie prenante d'une communauté qui se met en mouvement pour combattre les inégalités, mais qui surtout, travaillent ensemble pour hisser les valeurs de bienveillance, d'altruisme et de générosité au rang de piliers de notre société.

Nous avons toutes et tous la volonté et la capacité de nous entraider, à l'échelle de nos familles, de nos réseaux, de nos voisinages, de nos quartiers et de nos communautés locales ou d'appartenance.

Si décembre et la période des Fêtes sont propices à la générosité, nous devons agir toute l'année. La pauvreté ne prend pas de pause ni de vacances. Centraide a été, est et sera au rendez-vous, avec l'humilité de reconnaître que notre contribution est l'une des pierres à l'édifice; nous ne sommes pas l'édifice.

Si nous pouvons faire reculer les virus et les pandémies, nous pouvons le faire avec la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. Nous pouvons, tous ensemble, nous assurer de ne laisser personne derrière.

[Retour à la table des matières](#)



L'ORGANISME HABITATIONS CHUTE-AUX-OUTARDES VEUT CONSTRUIRE 12 LOGEMENTS ABORDABLES

RADIO-CANADA – 17 DÉCEMBRE 2022

Par : Charles-Étienne Drouin

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1942122/habitations-chute-aux-outardes-cote-nord-appartement-famille>

Un nouvel organisme communautaire souhaite construire douze unités de logement abordable réservées aux personnes âgées autonomes à Chute-aux-Outardes, dans la MRC de Manicouagan.

La construction de ces logements abordables pourrait être un outil de revitalisation démographique dans le secteur, selon l'organisme Habitations Chute-aux-Outardes.

On a quand même un village qui est vieillissant. En offrant des logements à nos personnes âgées, ça nous permettrait [de libérer] des maisons pour de jeunes familles qui viendraient s'installer dans le village. Ça serait une des plus belles façons pour revitaliser le village, explique son directeur, Éric Desbiens.

Selon les données du recensement de Statistique Canada, la population de Chute-aux-Outardes était de 1563 personnes en 2016. Lors du dernier recensement, en 2021, la population avait chuté à 1391 citoyens.

Éric Desbiens considère que ce projet de logements pour aînés pourrait contribuer à inverser la tendance démographique à la baisse du village.

« Si on peut rajeunir notre population en amenant de nouvelles familles, c'est merveilleux. L'école et le village restent en bonne santé. »

— Une citation de Éric Desbiens, directeur de l'organisme Habitations Chute-aux-Outardes

Le projet en est toujours à la première phase. L'organisme cherche un terrain et monte actuellement un plan d'affaires.

Douze habitations, c'est seulement la première phase. On va peut-être avoir une deuxième et une troisième phase, affirme le directeur d'Habitations Chute-aux-Outardes.

La date à laquelle ces logements pourraient être offerts n'a pas encore été annoncée par l'organisme.

Ce sont des projets qui peuvent prendre trois, quatre ou même six ans. Idéalement, si, dans trois ans, nous avons déjà douze logements de bâtis, ça serait merveilleux. C'est sûr qu'on veut tous que ça soit prêt l'été prochain, mais c'est impossible, avertit Éric Desbiens.

Pour la première douzaine de logements, le projet est évalué à un peu plus de 3,5 M \$.

Habitations Chute-aux-Outardes espère pouvoir compter sur l'appui financier des divers ordres gouvernementaux. La Municipalité de Chute-aux-Outardes doit contribuer aux 3,5 M \$, c'est sûr.



Mais il faut aussi s'en aller vers les gouvernements provincial et fédéral. La MRC fait aussi partie des portes où nous allons frapper, ajoute Éric Desbiens.

L'organisme a été créé le 7 septembre dernier à l'initiative d'élus municipaux, d'organismes communautaires et de citoyens, peut-on lire dans un communiqué de presse.

[Retour à la table des matières](#)



DE NOMBREUX QUEBÉCOIS CONFRONTÉS À L'INSECURITE ALIMENTAIRE

MÉTRO – 20 DÉCEMBRE 2022

Par : Yann Nopieyie

<https://journalmetro.com/actualites/national/2971281/de-nombreux-quebecois-confrontes-a-linsecurite-alimentaire/>

Plus de la moitié des Québécois interrogés par l'Armée du Salut dans le cadre d'une étude ont indiqué avoir été confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire au cours de la dernière année. Un nombre égal de répondants s'attend à faire face à de tels problèmes au cours des six prochains mois.

«Nous sommes très inquiets. Nous n'avons jamais observé des besoins aussi criants alors que nous accusons un retard dans les dons, explique la secrétaire divisionnaire, Relations publiques, Brigitte St-Germain. Bon nombre des personnes touchées ne sont plus seulement les plus vulnérables de la société ; il peut s'agir d'amis, de voisins ou de membres de votre famille. Les gens qui ont fait des dons par le passé ont maintenant besoin de notre aide cette saison.»

Notons que cette année, l'organisme connaît une baisse inquiétante de dons à l'occasion de sa campagne annuelle des marmites de Noël. À moins d'une semaine de Noël, l'organisme accuse un retard de 100 000\$ par rapport à l'objectif de dons de sa campagne au Québec.

Nous demandons aux Canadiens de faire ce qu'ils peuvent au cours de la semaine précédant Noël et d'aider l'Armée du Salut à offrir du soutien à leurs concitoyens dans le besoin, tant pendant la période des Fêtes que tout au long de l'année

Les dons de la campagne des marmites de Noël servent à soutenir les paniers de nourriture et à aider à mettre des jouets et des vêtements sous le sapin des enfants dans le besoin. Ces dons constituent un pourcentage important des fonds dont l'organisme a besoin pour fournir des services de soutien de première ligne aux Canadiens tout au long de l'année.

[Retour à la table des matières](#)



PREVENTION MONTREAL: UN PROGRAMME POUR LUTTER CONTRE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES

AGENCE QMI (VIA JOURNAL DE MONTRÉAL) – 21 DÉCEMBRE 2022

<https://www.journaldemontreal.com/2022/12/21/prevention-montreal-un-programme-pour-lutter-contre-la-violence-chez-les-jeunes-1>

Dans le but de lutter contre la violence chez les jeunes, la Ville de Montréal met en place un tout nouveau programme qui misera sur la prévention dès le début de la prochaine année.

«Nous l'avons répété sans cesse dans la dernière année, il est essentiel de travailler en amont, en misant sur la prévention, afin de lutter contre la violence armée et donner toutes les chances à nos enfants et à nos jeunes de réussir et de s'épanouir», a déclaré la mairesse Valérie Plante par voie de communiqué.

Le programme Prévention Montréal s'adresse d'abord et avant tout aux jeunes de 0 à 30 ans et a pour objectif de renforcer la sécurité de cette clientèle cible se retrouvant dans une situation de vulnérabilité. Son déploiement étant prévu au début de l'année 2023, ce programme sera doté d'une enveloppe de 42,5 millions \$ sur trois ans.

Prévention Montréal offrira du soutien aux organismes qui œuvrent déjà dans la communauté et luttera ainsi contre le harcèlement de rue.

«Le programme misera également sur la mobilisation et la consultation des enfants, des jeunes et de leurs familles par l'entremise de forums, d'ateliers de discussion, de cafés-rencontres et de projets favorisant la prise de parole de personnes fréquemment exclues», a également fait savoir la Ville, précisant que le but ultime de cette initiative sera de «développer les compétences et les habiletés sociales des enfants et des jeunes ainsi qu'à réduire les inégalités».

«Cette initiative viendra directement soutenir notre modèle montréalais de sécurité urbaine en supportant le travail essentiel des organismes communautaires qui travaillent auprès des jeunes pour bâtir des milieux de vie sécuritaires et stimulant», a ajouté Mme Plante.

Il faut savoir que ce programme est né de la consolidation de quatre initiatives de la Ville qui prendront fin en 2022, soit le Programme d'intervention de milieu pour les jeunes (PIMJ), le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (PPVJ), la mesure d'Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) et le Fonds diversité et inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables. C'est en jumelant les enveloppes de ces programmes et en ajoutant une subvention de 17 millions \$ offerte par Québec et Ottawa que Montréal pourra offrir le programme Prévention Montréal en 2023.

«Nous posons un nouveau jalon pour mobiliser les jeunes envers l'amélioration concrète de leurs milieux de vie et pour faciliter la vie des organismes qui les soutiennent. Il s'agit d'une condition essentielle pour prévenir la violence et pour lutter contre l'injustice et les discriminations», a souligné Josefina Bianco, responsable de la diversité, de l'inclusion sociale, de l'itinérance, de l'accessibilité universelle, de la condition féminine, de la jeunesse et des personnes âgées au comité exécutif de la Ville de Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



GUIGNOLEE ET FISCALITE À QUAND LE RENFORCEMENT DU FILET SOCIAL ?

LA PRESSE+ – 22 DÉCEMBRE 2022 - P. DÉBATS_7

LA PRESSE – 22 DÉCEMBRE 2022

Par : BERTRAND GUIBORD, CONSEIL CENTRAL MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN DE LA CSN, POUR LA COALITION MAIN ROUGE ; VÉRONIQUE LAFLAMME, FRAPRU, POUR LA COALITION MAIN ROUGE, ET 17 AUTRES SIGNATAIRES*

<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2022-12-22/guignolee-et-fiscalite/a-quand-le-renforcement-du-filet-social.php>

« Des centaines de milliers de personnes doivent chaque mois recourir à de l'aide alimentaire pour survivre », écrivent les auteurs.

Aux quatre coins du Québec, des centaines de bénévoles ont récolté dans les dernières semaines, comme chaque année, des denrées et des fonds qui sont donnés à différentes banques alimentaires afin de répondre aux besoins grandissants. Alors que le Québec vient de dépenser 3,5 milliards de dollars dans l'envoi de chèques ponctuels dont pourront bénéficier des ménages gagnant plus de 200 000 \$ par année et qu'il s'apprête à se priver de 7,4 milliards en quatre ans avec des baisses d'impôts, des centaines de milliers de personnes doivent chaque mois recourir à de l'aide alimentaire pour survivre.

La pandémie, la hausse du coût de la vie et la crise du logement ont récemment illustré une fois de plus les faiblesses du filet social québécois qui ne réussit pas à protéger adéquatement les plus vulnérables. La guignolée ne peut pas pallier l'insuffisance des politiques sociales, notamment en matière de lutte contre la pauvreté.

Les récentes promesses de baisses d'impôt occultent, quant à elles, complètement la nécessité de financer adéquatement le filet social. Fait étonnant, elles se font comme si la pandémie de COVID-19 n'avait pas révélé les immenses lacunes des services publics et des programmes sociaux.

Qu'il s'agisse de l'hécatombe dans les CHSLD, du délestage dans les hôpitaux, de la ventilation dans les écoles publiques, de la crise du logement et de l'itinérance, des difficultés d'accès aux services directs à la population de l'administration publique ou encore du sous-financement chronique du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour ne nommer que ça, l'échec du modèle néolibéral imposé au Québec depuis le début des années 1980 est pourtant patent.

Il est plus nécessaire que jamais d'engager au Québec une réelle réflexion sur une fiscalité véritablement progressive pour financer adéquatement et de manière pérenne le développement des programmes sociaux et des services publics. Ce débat est qui plus est indispensable afin de faire face à l'urgence climatique qui, on le sait, affectera en premier lieu les plus vulnérables. Dans ce contexte, il nous apparaît non seulement irresponsable de promettre des baisses d'impôts qui bénéficieraient aux plus riches de notre société (en plus de nous priver des ressources dont nous avons besoin), mais absolument urgent de mettre en place une fiscalité véritablement progressive.

Depuis plus d'une dizaine d'années, la Coalition main rouge soutient la nécessité de mieux financer les services publics et les programmes sociaux afin de répondre aux besoins de



l'ensemble des citoyennes et des citoyens, particulièrement les plus démunis, en luttant pour réduire les inégalités sociales.

Les propositions de la Coalition Main rouge¹ permettraient de recueillir près de 14 milliards de dollars supplémentaires, annuellement, pour améliorer les services publics et les programmes sociaux, réduire les inégalités socio-économiques, notamment celles entre les hommes et les femmes, et faire face au défi climatique. Ces 15 mesures permettraient notamment d'améliorer la progressivité de l'impôt et de rétablir un équilibre entre la fiscalité des particuliers et celle des entreprises. Par exemple, selon les calculs validés par des économistes, un impôt sur le patrimoine des 1 % les plus riches permettrait de collecter plus de 4 milliards de dollars.

Par ailleurs, l'établissement de neuf paliers d'imposition (plutôt que quatre actuellement) permettrait de récolter 2,5 milliards supplémentaires tout en réduisant l'impôt du quart des contribuables, c'est-à-dire des moins fortunés.

Alors que l'on sait que les plus riches ont abondamment profité de la pandémie et de l'inflation pour s'enrichir encore plus, il nous semble juste de leur demander de contribuer davantage à la réduction des inégalités sociales par le biais d'une fiscalité progressive. Nous osons même croire que plusieurs seraient d'accord, eux, si prompts à donner aux différentes œuvres caritatives pour se donner bonne figure et accumuler des réductions fiscales.

En cette période de guignolées, nous invitons la population à exiger du gouvernement qu'il fasse davantage pour lutter contre les inégalités sociales et mettre en œuvre des droits humains fondamentaux comme se loger, se vêtir, se nourrir et avoir un revenu décent.

1. Lisez les solutions fiscales de la Coalition

* Cosignataires : Benoît Lacoursière, secrétaire général et trésorier, Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNÉE-QC) ; Mélanie Hubert, présidente, Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ; Réjean Leclerc, président, Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-QC) ; Émilie Charbonneau, deuxième vice-présidente, Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) ; Karine Drolet, présidente, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec ; Christian Daigle, président général du Syndicat de la fonction publique et parapublique de Québec (SFPQ) ; Serge Petitclerc, porte-parole, Collectif pour un Québec sans pauvreté ; Tristan Ouimet-Savard, responsable de la mobilisation, Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) ; Dominique Daigneault, présidente, Conseil central du Montréal métropolitain – CSN ; Audrey Hébert, Responsable de la mobilisation, Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) ; Claude Vaillancourt, président, ATTAC-Québec ; André Castonguay, directeur général, Réseau québécois des organismes sans but lucratif d'habitation (RQOH) ; Gaëlle Fedida, présidente de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles ; Sylvie Lévesque, directrice générale, Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec ; Marie-Andrée Painchaud, coordonnatrice, Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) ; Julie Corbeil, coordonnatrice, Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal ; Pascal Florant, coordonnateur de Solidarité populaire Estrie

[Retour à la table des matières](#)



« MON PREMIER NOËL AU QUEBEC »

LA PRESSE – 24 DÉCEMBRE 2022

LA PRESSE+ - 24 DÉCEMBRE 2022 - P. ACTUALITÉS_14

Par : Suzanne Colpron

<https://www.lapresse.ca/actualites/2022-12-24/mon-premier-noel-au-quebec.php>

La « fête interculturelle » de l'organisme La Maisonnée a eu lieu dans le sous-sol de l'église Saint-Ambroise, à Montréal.

Comme le veut la tradition, de nouveaux arrivants épaulés par l'organisme La Maisonnée ont célébré ensemble les fêtes de fin d'année.

La Maisonnée avait dressé de longues tables dans le sous-sol de l'église Saint-Ambroise. Suspendu des guirlandes au plafond et engagé des musiciens. Elle attendait 217 personnes. Mais il n'en est venu que 147, à cause de la première tempête de neige qui s'abattait sur Montréal.

Chaque fin d'année, La Maisonnée, organisme communautaire voué à l'accueil et à l'accompagnement des nouveaux arrivants, organise une fête pour le premier Noël de ses protégés – plutôt baptisée « fête interculturelle » pour tenir compte du fait que la plupart d'entre eux ne sont pas chrétiens.

Malgré la tempête, ça faisait pas mal de monde. « Il ne faut pas oublier les 36 bénévoles », lance Zina Laadj, intervenante sociale et coordonnatrice pour l'organisme, dont la clientèle a monté en flèche en 2022. Surtout des demandeurs d'asile.

Quelques pas de danse entre deux bouchées...

« On a dû renforcer l'équipe, engager de nouvelles personnes, et affecter des intervenants à l'accompagnement des demandeurs d'asile », explique-t-elle, entre deux bouchées d'un généreux buffet syrien.

« On nous a bien accueillis »

Imran Rana est l'un de ces nouveaux « clients ». « C'est mon premier Noël au Québec », se réjouit-il, assis un peu plus loin avec sa femme.

Pakistanaï, Imran Rana a demandé l'asile au Canada le 3 août.

Le Pakistanais de 45 ans a connu La Maisonnée lorsqu'il était hébergé au Ramada, boulevard Décarie. Il a passé six semaines dans cet hôtel, aux frais du gouvernement fédéral, après avoir demandé l'asile au Canada en passant par le chemin Roxham. Comme plus de 35 000 autres, en cette année record.

C'était le 3 août. Imran arrivait de New York, où il a vécu pendant huit mois, en attendant que sa femme puisse le rejoindre.

C'est d'ailleurs à New York qu'il a appris l'existence du chemin Roxham.



« Des gens m'en ont parlé, dit-il en anglais. C'est facile de trouver toutes les informations dont on a besoin. Il y a même des vidéos sur YouTube qui montrent comment traverser le chemin Roxham ! »

Imran et sa femme ont acheté des billets d'autocar New York–Plattsburgh, puis pris un taxi pour aller au bout de Roxham Road, où un tout petit fossé mille fois piétiné sépare les États-Unis du Canada.

J'avais peur de ce qui allait nous arriver à la frontière. Vous savez, ce n'est pas une frontière normale. Mais nous avons été étonnés, sérieusement. On nous a bien accueillis.

Imran Rana, nouvel arrivant venu du Pakistan

Depuis, Imran a trouvé un appartement, près de l'hôtel Ramada, avec l'aide d'une intervenante de La Maisonnée. « On a l'appartement, mais ça prend des meubles, dit-il en riant. J'ai acheté un matelas, mais on n'a pas de table ni de chaises. On mange sur le plancher. »

Le loyer de ce trois et demie, non chauffé, non éclairé, est de 1045 \$ par mois.

En attendant de trouver un emploi, Imran Rana fréquente des banques alimentaires, dont le service de dépannage de La Maisonnée et Moisson Montréal.

Dans son pays, il travaillait en ressources humaines pour une chaîne de télé. « Sur LinkedIn, je reçois des offres tous les jours, mais c'est toujours bilingue, français-anglais, dit-il. Je sais que je vais devoir parler français, mais ça prend du temps. »

Walid et les siens

Walid, un « ancien » de La Maisonnée, parle très bien français.

Avocat dans son pays, ce réfugié syrien a suivi des cours de francisation à temps complet pendant un an à son arrivée, en 2017. Sa femme Koulod aussi. Leurs deux enfants ont appris la langue à l'école.

L'anglais ? « Non, je ne le parle pas », dit-il.

Les deux premières années ont été très difficiles, confie Walid. Au point de songer à tout abandonner pour retourner en Syrie ou aller dans un autre pays.

J'avais beaucoup de difficulté à trouver du travail. Je suis resté parce que l'avenir de mes enfants est au Québec. J'ai décidé de sacrifier ma carrière pour eux. Ici, c'est meilleur pour les études qu'en Syrie. Il y a beaucoup d'opportunités pour eux.

Walid, venu de Syrie

Walid travaille à Postes Canada et poursuit des études au cégep Montmorency dans le domaine des assurances.

Son fils Boulos, 15 ans, pense aller à l'université en génie. « Je suis le troisième de ma classe en mathématiques », dit-il fièrement.



Recruteur et chimiste

Hamid Farahani, sa femme Somayeh Rouhi et leur petite fille Selena, née ici, sont aussi bien intégrés.

Au Québec depuis huit ans, ils viennent d'Iran. À la fête de Noël, ils partageaient une table avec leurs amis Fatemeh Mohaghegh Zadeh, Kamal Eskandar Zadeh et leur fils de 15 ans, Amirreza, arrivés au Québec il y a six mois.

« J'ai appris le français à La Maisonnée », souligne Hamid Farahani, qui travaille comme recruteur « dans un environnement francophone ». « En Iran, on avait une base, mais, ici, on a vraiment amélioré notre français. Ça prenait les deux langues pour trouver du travail, mais 99 % du travail que je fais est en français. »

Sa conjointe, chimiste, travaille pour une compagnie pharmaceutique.

« C'est la septième fois qu'on assiste à la fête de Noël de La Maisonnée », précise Hamid, une assiette bien garnie devant lui.

[Retour à la table des matières](#)



L'ACTUALITE COMMUNAUTAIRE EN 2022

LA VOIX DE L'EST – 28 DÉCEMBRE 2022

Par : Jérôme Savary

<https://www.lavoixdelest.ca/2022/12/28/lactualite-communautaire-en-2022-9b1f48f05fc465b89dab48d1874b4e10>

En cette année où nous sommes nombreux à devoir nous serrer la ceinture, en particulier les plus démunis d'entre nous, la sécurité alimentaire ressort en tête de liste de cette revue de l'actualité communautaire, qui est loin d'être exhaustive! Voici un petit tour d'horizon solidaire à l'approche du Nouvel An.

Granby - Norman Dunn tire sa révérence

L'heure de la retraite a sonné pour le fondateur de SOS Dépannage-Moisson Granby, Norman Dunn. La banque alimentaire, qui offre des denrées à des dizaines d'organismes de la région, mais aussi un service de restauration et une boutique d'articles usagés à la population de la région, est passée sous l'égide de Patrick St-Denis, qui en est devenu le nouveau directeur général l'hiver dernier.

Norman Dunn a souvent dit qu'il croyait, en fondant SOS Dépannage en 1987, que son organisme n'aurait plus raison d'être après quelques années d'existence. Pourtant, 35 ans plus tard, les besoins en aide alimentaire sont plus grands que jamais, déplore celui qui est arrivé à la barre du Carrefour d'entraide, l'ancêtre de SOS Dépannage, en 1985. L'arrivée de la pandémie et son 65e anniversaire, l'an dernier, ont eu l'effet d'un «déclat» pour celui qui demeurera dans l'orbite de l'organisme à titre de consultant.

Un vélodrome qui allie sport et cuisine collective

L'inauguration du vélodrome couvert Sylvan Adams, début octobre, a braqué les projecteurs sur un projet hors norme. En plus de faire de Bromont la Mecque des sports cyclistes, cette imposante infrastructure recèle en son sein un aspect communautaire bien vivant. On y trouve des cuisines collectives et un espace d'entreposage de denrées alimentaires du centre d'action bénévole Marguerite-Dubois.

«Le vélodrome est un projet incroyable pour la communauté, souligne la directrice générale de l'organisation, Valérie Marin. Tant sportive que pour la population. L'endroit est lumineux, dans tous les sens du terme. Ça fait vraiment rayonner notre organisme. Et on est très fiers de notre partenariat, que l'on ait pensé à nous dans ce projet de si grande envergure.»

Les services de garde en communauté ont la cote

Dans plusieurs municipalités de Brome-Missisquoi, des services de garde en communauté ont ouvert leurs portes ces derniers mois. À Lac-Brome et Sutton, de telles ressources qui permettent d'accueillir 12 enfants dans un local mis à disposition par la communauté ont été lancées. Le service est assuré par deux éducatrices responsables du service de garde, qui agissent à titre de travailleuses autonomes. D'autres projets sont sur le point d'aboutir à Frelighsburg, Saint-Armand, et Bromont.



Une page d'histoire se tourne à l'église Saint-Eugène de Granby

Le dimanche 30 octobre a été célébrée à l'église Saint-Eugène une cérémonie de désacralisation. En bref, c'était la dernière messe, menant vers la vente de l'église.

Ce scénario a été retenu, même si la vente de l'église ne fait pas l'unanimité au sein de la population. Un groupe de citoyens a milité plusieurs mois pour que la Ville de Granby achète l'église afin de convertir le lieu de culte en Maison de la musique. L'église, construite en 1941, jouit d'une acoustique réverbérante, ont fait valoir les citoyens. Une pétition ayant récolté plus de 1350 signatures avait été mise en ligne.

La Ville de Granby a noté qu'elle n'était pas intéressée à acquérir l'église. Trois lieux de culte (Assomption, St-Benoit et Notre-Dame) ont déjà été achetés et transformés par la Ville au cours des deux dernières décennies.

La sécurité alimentaire au cœur de La Maison des générations de Sutton

Avec des clôtures de construction dressées autour d'elle et plusieurs ouvriers perchés sur son toit, l'église Olivet, à Sutton, est l'objet de travaux attentionnés. L'aménagement de ce lieu de culte en Maison des générations est en cours depuis le 8 août dernier. Une maison pour la communauté, qui fera foi d'inclusion sociale.

«Nous sommes fiers que ce projet puisse redonner le bâtiment à la communauté», a dit de Luce Goerlach, présidente du CAB de Sutton, l'organisme étant devenu propriétaire de l'édifice au printemps dernier, après que la Congrégation de l'Église baptiste le lui ait cédé pour un montant symbolique (1\$).

Dans ce futur lieu de rencontre de la population de Sutton et d'Abercorn, qui accueillera les bureaux du CAB de Sutton, la sécurité alimentaire sera au cœur des conversations et des interventions. Pas étonnant, car la popote roulante, la banque alimentaire et la table anti-gaspillage hebdomadaire sont déjà au centre des opérations du CAB.

Brome-Missisquoi soudé contre le gaspillage alimentaire

Au Bistrot des Nations, la cuisinière Caroline Dumas ne chôme pas. À la barre de cette cuisine communautaire, elle participe activement à la lutte contre le gaspillage alimentaire dans Brome-Missisquoi. Cette cuisine de transformation rattachée au Centre d'action bénévole (CAB) de Farnham est un acteur clé d'un projet réunissant cinq CAB de la région, en plus de la Cellule Jeunes et Familles de Brome-Missisquoi. Ces organisations communautaires ont permis de rassasier plus de 5000 personnes dans le besoin en 2021.

Aujourd'hui, près de 20 maraîchers et plus d'une dizaine d'épiceries et fournisseurs (boulangers, entre autres) ont les deux pieds dans ce projet d'antigaspillage.

L'agrandissement prochain de deux cuisines de transformation supplémentaires (à Bromont et Cowansville) permettra d'augmenter la capacité de traitement de tonnes d'invendus. «Ce n'est pas vrai que tous les gens mangent à leur faim», rappelle Jean Valiquette, directeur général du CAB de Farnham.

Une brigade clownesque au chevet de personnes âgées



Chaque mardi, une dizaine d'élèves de 3e et 4e secondaire de l'école Massey-Vanier, à Cowansville, se réunissent afin de peaufiner leurs talents de... clown.

À l'initiative de Stéphanie Rondeau-Chaput, animatrice de vie spirituelle et d'engagement communautaire, ces 13 étudiants de la concentration art dramatique apprennent les rudiments de ce métier méconnu, mais qui fait beaucoup de bien.

Sa Brigade clownesque, relancée après une première expérience réussie en 2021-2022, vient égayer l'ordinaire de personnes âgées en résidence et d'enfants en difficulté.

[Retour à la table des matières](#)



SERIE ACTEURS DE CHANGEMENT : CELLE QUI OFFRE UN TOIT AUX JEUNES DE LA DPJ DEVENUS SANS-ABRI

LA PRESSE+ - 28 DÉCEMBRE 2022 - P. ACTUALITÉS_11

LA PRESSE – 28 DÉCEMBRE 2022

Par : Caroline Touzin

Équipe d'enquête, La Presse

<https://www.lapresse.ca/actualites/2022-12-28/acteurs-de-changement/celle-qui-offre-un-toit-aux-jeunes-de-la-dpj-devenus-sans-abri.php#:~:text=Acteurs%20de%20changement%20Celle%20qui,la%20DPJ%20devenus%20s sans%20Dabri&text=Elena%20Sauvageau%20a%20mis%20sur,les%20conna%C3%AEt%20peu %20ou%20pas.>

Ils sont des acteurs de changement dans leur domaine. Mais on les connaît peu ou pas. La Presse vous en présente durant le temps des Fêtes.

Dix ans.

Dire qu'Elena Sauvageau est patiente – et déterminée – relève de l'euphémisme.

Cela a pris une décennie pour que son projet de 30 logements supervisés destinés à de jeunes sans-abri – pour la plupart des enfants de la DPJ devenus adultes – se concrétise à Laval.

« Ici, c'est notre pièce la plus importante », souligne la femme de 44 ans en nous faisant visiter l'immeuble qui a accueilli ses premiers locataires l'hiver dernier.

Nous sommes dans le salon L'Accalmie situé au rez-de-chaussée. L'endroit est paisible et chaleureux.

Un sapin de Noël trône au fond de la pièce. Un lit pour bébé est installé dans un coin, car trois logements sont réservés à de très jeunes mères et à leur bébé. Une station artistique équipée de toiles et de peinture est aménagée près de la fenêtre.

Les jeunes locataires viennent y chercher de l'aide à toute heure du jour ou de la nuit.

Un intervenant est présent au salon L'Accalmie 24 heures sur 24, 365 jours sur 365. « C'est ce qui nous distingue des autres projets d'appartements supervisés, lance fièrement la directrice générale de l'auberge du cœur L'envolée et des habitations du même nom. C'est LA richesse du projet. »

Car des crises d'anxiété, ces jeunes qui ont connu la rue en font pratiquement toutes les nuits.

« Nos jeunes sont victimes de leur histoire, de leur famille », résume M me Sauvageau. Ils ont été victimes d'abus, négligés ou carrément abandonnés durant l'enfance.

« Les nuits sont plus occupées que les journées et les journées sont très occupées », lâche-t-elle.

Certains locataires ont un trouble du spectre de l'autisme. D'autres, d'importants troubles psychiatriques. Plusieurs ont des idées suicidaires.



« C'est lourd », explique M me Sauvageau, au point où certains locataires font une intégration progressive à la manière de l'intégration d'un poupon à la garderie (une heure la première journée, deux heures le lendemain, etc.).

Pour la directrice générale de l'organisme communautaire, il était hors de question de leur construire un bel immeuble si, au bout du compte, ces jeunes adultes étaient laissés « seuls avec leur mal-être » entre les quatre murs de leur logement.

« Les jeunes ont besoin d'un toit, oui, mais ils ont autant besoin d'un suivi intensif, sinon, cela aurait été un échec. »

Manque criant de logements abordables

L'idée de ce projet a germé en 2012, quand Elena Sauvageau travaillait à l'auberge du cœur L'Envolée située dans le quartier Sainte-Rose, qui compte 16 places pour des jeunes de 16 à 23 ans. Selon les règles des auberges du cœur, les jeunes peuvent y rester un an.

Or, à Laval – c'était déjà le cas il y a 10 ans et la crise s'est exacerbée depuis –, il y a un manque criant de logements abordables. Et les jeunes qui sortent des centres jeunesse n'ont pas de famille ni de contact pour les aider. Encore moins de dossier de crédit. Ainsi, après leur année à l'auberge du cœur, ils n'arrivaient pas à se reloger.

À L'Accalmie, les jeunes peuvent rester trois ans. Ils sont admis jusqu'à l'âge de 30 ans. « Nos jeunes se méfient beaucoup des adultes parce qu'ils souffrent presque tous d'un trouble de l'attachement, explique M me Sauvageau. C'est long, créer un lien avec eux. En les gardant trois ans avec nous, cela nous permet de les stabiliser. »

Les locataires doivent avoir un projet de vie, que ce soit de retourner aux études ou de trouver un emploi.

La participation à des ateliers de réinsertion sociale et à des soupers communautaires est obligatoire. « C'est de ça qu'ils souffrent le plus : l'isolement, observe M me Sauvageau. L'équipe d'intervenants leur offre toutes sortes d'occasions d'être ensemble pour créer des liens. »

Une cuisine commerciale a été aménagée dans l'édifice pour leur apprendre à bien se nourrir.

Car ils ont beau être adultes, personne ne leur a montré comment fonctionnait une laveuse, un four, etc. Ni comment faire l'épicerie. « On doit tout leur montrer », indique M me Sauvageau. Un intervenant a dû accompagner chez le coiffeur un jeune qui était anxieux à l'idée d'y aller puisque c'était sa première fois.

Les jeunes paient 25 % du coût du loyer. Cela leur permet de mettre de l'argent de côté. « On les force à épargner le quart de leur revenu, sinon, à leur départ, ils vont retourner à la rue faute d'avoir l'argent nécessaire pour payer le vrai coût d'un loyer », souligne M me Sauvageau.

Pourquoi fais-tu ça pour moi ?

Le jour de notre passage, nous croisons une jeune locataire au rez-de-chaussée. Notre présence la rend nerveuse. Elle nous observe avec méfiance ; détourne le regard. La jeune femme a atterri



dans la rue au tout début de l'adolescence et elle y est restée plusieurs années. À son arrivée ici, il y a sept mois, elle avait une peur bleue des sous-sols. Et, comme tous les autres, de rester seule.

Mme Sauvageau ne peut pas donner de précisions sur son cas pour ne pas briser le lien de confiance qui les unit. Disons qu'elle a vécu plusieurs grands traumatismes.

Sept mois plus tard, la jeune locataire a une plus grande confiance en elle ; elle a trouvé un travail et fréquente le cégep. Elle arrive même à descendre au sous-sol de l'immeuble.

Un jour, Mme Sauvageau lui a offert du matériel de peinture. La jeune femme s'est mise à peindre compulsivement pour calmer ses angoisses.

La directrice de l'organisme a mis l'une de ses œuvres en vente dans un encan caritatif.

« Ta toile est rendue à 600 \$ », la félicite-t-elle au moment de notre passage. La jeune femme devait assister à l'évènement-bénéfice quelques jours plus tard. Sauf qu'elle n'avait pas de robe.

Mme Sauvageau lui en a offert une.

« Pourquoi fais-tu ça pour moi ? », lui a demandé la jeune femme en recevant sa robe neuve ; probablement la première de sa vie.

« Parce que tu en vauds la peine », lui a répondu Mme Sauvageau. Cela aussi, la jeune femme semblait l'entendre pour la première fois.

Changement de cap

Mme Sauvageau se destinait à travailler en violence conjugale quand elle a fait un stage d'éducatrice spécialisée, il y a 23 ans, à l'Auberge du cœur. Elle est « tombée en amour avec la clientèle » et n'est jamais repartie.

Enfin, sauf pour une année, pendant laquelle elle a travaillé dans un foyer de groupe d'un centre jeunesse, où elle a été rapidement découragée par la « lourdeur » bureaucratique. « À L'Envolée, tout est possible, tu n'es pas régie par un système, poursuit la gestionnaire. Les intervenants ont une bonne idée, on la réalise. On est souple. »

Bien plus qu'un logement

La quadragénaire a un nouveau défi de taille. En plus de diriger L'Envolée, elle préside le Réseau d'organismes et d'intervenants en itinérance de Laval. À l'heure actuelle, elle travaille à sauver le Refuge d'urgence de Laval ouvert durant la pandémie et installé dans un ancien couvent propriété de la Ville. Vingt-cinq sans-abri y dorment chaque nuit et d'autres sont refoulés faute de place.

« On entend dire que la Ville veut en faire un centre culturel, indique-t-elle. On veut nous relocaliser le plus tôt possible, mais la question, c'est : relocaliser où ? Et si on construit un nouveau refuge, ça va prendre encore dix ans. Pendant ce temps-là, on fait quoi avec les gens ? On les envoie à Montréal ? À l'urgence de l'hôpital ? »

[Retour à la table des matières](#)



DES ORGANISMES JEUNESSE PEINENT A OFFRIR DES SERVICES ADEQUATS

LE SOLEIL – 30 DÉCEMBRE 2022

Par : François R. Pouliot

<https://www.lesoleil.com/2022/12/30/des-organismes-jeunesse-peinent-a-offrir-des-services-adequats-fb5841450da550f097b35f7c9cf92bfc>

Considérés comme «services essentiels» durant la pandémie, les organismes comme le Gîte Jeunesse, membre du Regroupement des Auberges du coeur, peinent à offrir des services adéquats et plaident pour un meilleur financement public.

Lors du passage du Soleil, des effluves d'effiloché de porc et de soupe au poulet s'échappaient de la cuisine pour envelopper chacune des pièces de la maison du secteur Beauport transformée en centre d'hébergement pour garçons.

Aux fourneaux s'activait un certain Guy, le nouveau chef recruté il y a tout juste un mois. Avant son arrivée, les intervenantes et intervenants de nuit avaient le mandat de préparer les repas de la journée suivante.

Ce qui motivait cette «autre tâche connexe»? La difficulté d'embaucher du personnel en raison de salaires trop bas, eux-mêmes justifiés par un manque de ressources financières, explique le directeur général de l'organisme Gîte Jeunesse, Marc Guy, que nous tâcherons de ne pas confondre avec le chef cuisinier au nom similaire rencontré juste avant.

«On a fait les démarches nécessaires pour augmenter les salaires de façon conséquente. Avant, on offrait 18\$ l'heure... le même salaire que chez McDonald's! lance M. Guy. Les gens préféraient aller travailler pour le gouvernement, qui lui, offre des salaires qui se situent facilement entre 28\$ et 35\$ l'heure en commençant.»

Professionnalisation

Spécialisés — et diplômés — en travail social, en intervention en délinquance, en éducation spécialisée, en psychoéducation ou en psychologie, huit intervenantes et intervenants se relaient au Gîte Jeunesse du secteur Beauport. «Comparativement aux années antérieures du communautaire où, parfois, on constatait un peu d'amateurisme, nous, on essaie de professionnaliser notre équipe au maximum», lance fièrement M. Guy.

En contrepartie de cette hausse de la rémunération, quelques services, comme la présence d'intervenants dans certaines écoles, et diverses initiatives en amont, notamment en prévention, ont dû être abandonnés, faute de moyens.

Pour optimiser encore plus les ressources, dans le but d'éviter les bris de services, la décision a été prise, au printemps dernier, de fermer temporairement et de revoir la vocation de la deuxième adresse du Gîte Jeunesse, celle-ci située à Sainte-Foy. Dès le printemps 2023, l'établissement devrait rouvrir ses portes pour accueillir non pas des adolescents, mais bien de jeunes hommes âgés entre 18 et 25 ans.

Au Gîte de Beauport, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, du personnel accompagne les garçons qui sont en séjour.



Et ces garçons, ils ont entre 12 et 17 ans et sont référés par les CLSC, la DPJ ou encore par les hôpitaux. Le Gîte Jeunesse, qui comprend 6 chambres — dont certaines sont doubles —, peut accueillir jusqu'à 9 jeunes en même temps.

«Mais on est loin d'être tout le temps plein. Tant mieux, ça veut dire que ça va bien!» croit M. Guy. Ce dernier se réjouit également du fait que tous les jeunes actuellement en séjour iront passer Noël dans leurs familles respectives, signe, selon lui, que les relations familiales prennent du mieux.

«Services essentiels»

M. Guy, qui oeuvre au sein de l'organisme depuis environ 20 ans se rappelle du temps où «ça roulait énormément».

Il note également que la «clientèle» a changé. «Il y a quelques années, on accueillait surtout des jeunes qui avaient des problèmes de comportement, des petits rebelles qui consommaient, illustre-t-il. Maintenant, leur profil est totalement différent.»

Différent comment? «Beaucoup de cas de santé mentale, surtout depuis le début de la pandémie, précise M. Guy. On constate de la détresse psychologique. Beaucoup. De la dépression, des choses comme ça.»

Reconnus comme «services essentiels» durant la pandémie de COVID-19, les organismes comme le Gîte Jeunesse, aux yeux du gouvernement du Québec, «font un travail formidable», rapporte M. Guy. «Le gouvernement va dire que, grâce à nous, les effets de la pandémie sur les jeunes ont été amoindris.»

Maintenant, le directeur aimerait que «les bottines suivent les babines», et que les organismes jeunesse cessent d'être «sous-financés». S'il salue les 25M\$ supplémentaires sur cinq ans pour l'hébergement communautaire jeunesse prévus au Plan d'action gouvernemental en action communautaire 2022-2027, il déplore que l'aide vienne au compte-gouttes.

« Chaque fois, on dirait que ça leur arrache un oeil de nous donner quelques millions en plus. »
— Marc Guy, directeur général de Gîte Jeunesse

Les séjours, qui peuvent durer entre 24 heures et 8 semaines, sont offerts entièrement gratuitement. «On ne charge absolument rien. Ni pour l'hébergement, ni pour le suivi psychosocial, ajoute M. Guy. C'est pour cela que l'argent est très important pour nous. On ne va quand même pas en réclamer aux parents des jeunes!»

«Front commun»

«Si on regarde l'argent qui entrait il y a 30 ans (l'organisme a débuté ses activités en 1989), et l'argent qui entre maintenant, ce n'est pas vrai que ç'a suivi le coût de la vie, s'exclame M. Guy. On s'appauvrit d'année en année. Et pas juste nous, tout le monde dans le communautaire.»

Le directeur constate d'ailleurs que le milieu en général est de plus en plus «combatif»; il observe «une nouvelle façon de voir les choses». «Je suis encouragé par ce que je vois du communautaire. Je pense qu'on fait front commun», s'enthousiasme-t-il.



«Avant, le leitmotiv du communautaire c'était "Faire beaucoup avec peu". Maintenant, c'est fini, promet M. Guy. On va faire beaucoup, on va continuer, mais ce ne sera pas pour peu.»

[Retour à la table des matières](#)



BIENVEILLANCE

LA PRESSE – 31 DÉCEMBRE 2022

LA PRESSE+ - 31 DÉCEMBRE 2022 – SECTION DÉBATS, ÉCRAN 7

PAR CLAUDE PINARD, PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CENTRAIDE DU GRAND MONTRÉAL

<https://www.lapresse.ca/debats/chroniques/2022-12-31/bienveillance.php>

https://plus.lapresse.ca/screens/7f935daa-0a85-4c75-8e1a-0c84b33a6676%7C_0.html

Une bonne résolution à prendre, pour 2023 : en ces temps qui s’annoncent difficiles pour un trop grand nombre de nos concitoyens, s’engager à faire le bien autour de nous.

C’est le temps de l’année où je souffre de ce que j’appelle le « syndrome de la fatigue interactionnelle », provoqué par d’innombrables rencontres exceptionnelles en peu de temps. C’est le terme que j’ai trouvé pour qualifier l’épuisement que je ressens en cette période coïncidant, comme pour tous les employés de Centraide au Québec, avec la fin des campagnes de levée de fonds en milieu de travail.

Ces campagnes sont un véritable rouleau compresseur qui débute en septembre et se termine en décembre. Tout y passe : soirées, repas, fins de semaine. Nous sommes tous nourris par deux sources de motivation : l’extraordinaire impact des organismes communautaires que nous soutenons, et l’énergie des bénévoles qui permettent aux miracles de s’accomplir chaque jour.

Mon mantra quotidien : nous travaillons fort pour des organismes qui travaillent encore plus fort que nous.

Pour les autres comme pour nous-mêmes

Lorsque vous me lisez dans ces pages, sachez que je tente toujours d’être le plus concis possible pour capter votre attention. Je vous avoue que cela m’intimide un peu, d’autant plus que pour résoudre un problème, j’ai tendance à l’intellectualiser, à me poser de grandes questions morales et éthiques, qui restent souvent sans réponses. Ma famille et mes collègues vous le diront : je parle beaucoup. Mais avec le temps, je me suis habitué à m’en tenir à cette rigueur qui aide à tenir les idées bien serrées.

Aujourd’hui, toutefois, j’aurais envie d’utiliser trois fois plus de mots pour vous raconter ce qu’il y a dans ma tête de PDG du deuxième investisseur sociocommunautaire en importance dans le Grand Montréal, immédiatement derrière le gouvernement.

L’année 2023 sera difficile pour un trop grand nombre de nos concitoyens. L’appauvrissement des personnes en situation de vulnérabilité s’accélère, et ce, dans un contexte où l’économie va tout de même encore bien – le taux de chômage était de 3,8 % en novembre au Québec. De plus en plus de travailleurs pauvres fréquentent les banques alimentaires.

Cette année, notre résolution collective devrait se résumer à un mot : bienveillance. La vraie bienveillance, celle qui consiste à prendre soin d’autrui de façon désintéressée, loin des projecteurs, dans la bonté la plus sincère.



Pas la « bienveillance » trop répandue dans les organisations, celle où l'on s'occupe de notre monde afin qu'ils soient plus heureux au travail, performant mieux et produisent plus. Je parle plutôt d'une bienveillance qui cherche à faire du milieu de travail un endroit sécuritaire où les émotions sont partagées dans le but d'aider, de grandir, d'approfondir une collaboration basée sur le respect et les capacités de tous et de toutes.

La bienveillance au sein de nos familles, aussi : prendre le temps d'écouter nos proches comme les membres de notre famille élargie, de discuter avec eux, de les accompagner lors des difficultés.

La bienveillance dans notre voisinage, également. S'engager à faire du bénévolat dans un organisme communautaire du quartier, faire des courses pour une personne âgée, déneiger une entrée pour un couple dont la mobilité est réduite.

La bienveillance envers soi-même, finalement. Se fixer des limites et les respecter. Travailler en honorant les valeurs profondes qui nous définissent et font de nous ce que nous sommes.

L'implication sociale comme carburant à votre bienveillance

Je ne me souviens d'aucun moment, dans ma vie, où je n'ai pas fait de bénévolat. Pour moi, c'est une manière d'être engagé et actif, de servir ma communauté.

Présentement, je siège donc au conseil d'administration de la Fédération québécoise des sports cyclistes en plus d'être l'entraîneur de l'équipe pee-wee du plus jeune. Et ce temps que, fatigué ou pas, je donne, c'est celui qui m'apporte le plus, qui me permet de refaire le plein d'énergie par une sorte d'alchimie.

Impliquez-vous. Mettez sur la bienveillance. Faites-le pour les autres, mais surtout, faites-le pour vous.

Vous verrez : ça fait du bien.

[Retour à la table des matières](#)



PERSONNALITE DE L'ANNEE: LES COMBATTANTS DE LA PAUVRETE

LE NOUVELLISTE – 31 DÉCEMBRE 2022

LE SOLEIL – 31 DÉCEMBRE 2022

LA VOIX DE L'EST – 31 DÉCEMBRE 2022

LE QUOTIDIEN – 31 DÉCEMBRE 2022

LE DROIT – 31 DÉCEMBRE 2022

LA TRIBUNE – 31 DÉCEMBRE 2022

Par : Paule Vermot-Desroches

<https://www.lenouvelliste.ca/2022/12/31/personnalite-de-lannee-les-combattants-de-la-pauvrete-a3e1d2c727d7d06ab842c0006b1764f8>

[https://www.lesoleil.com/chroniques/paule-vermot-](https://www.lesoleil.com/chroniques/paule-vermot-desroches)

[desrocheshttps://www.lavoixdelest.ca/2022/12/31/personnalite-de-lannee-les-combattants-de-la-pauvrete-a3e1d2c727d7d06ab842c0006b1764f8](https://www.lavoixdelest.ca/2022/12/31/personnalite-de-lannee-les-combattants-de-la-pauvrete-a3e1d2c727d7d06ab842c0006b1764f8)

<https://www.ledroit.com/2022/12/31/personnalite-de-lannee-les-combattants-de-la-pauvrete-a3e1d2c727d7d06ab842c0006b1764f8>

<https://www.latribune.ca/2022/12/31/personnalite-de-lannee-les-combattants-de-la-pauvrete-a3e1d2c727d7d06ab842c0006b1764f8>

CHRONIQUE / Ils sont des centaines d'hommes et de femmes qui, chaque jour, se lèvent avec un seul objectif: lutter contre la pauvreté. Cette pauvreté, elle a pris un visage bien différent en 2022, avec la hausse de l'inflation, des coûts des logements, du panier d'épicerie, des biens nécessaires au quotidien, des taxes municipales et des coûts d'électricité et de carburant. Pour ces hommes et ces femmes qui travaillent chaque jour à assurer le filet social qui tient la société encore en place, le défi est de taille et a pris de l'ampleur en 2022, avec toujours plus de demandes d'aide, sous toutes leurs formes. On ne pourra pas tous les nommer en un seul texte, mais nos personnalités de l'année 2022 sauront se reconnaître: les combattants de la pauvreté.

Trois-Rivières

Dans les locaux de Moisson Mauricie, les tablettes se remplissent à quelques jours de Noël. L'aide alimentaire est toujours un peu plus fournie à l'approche du temps des Fêtes, de par les nombreuses campagnes de collectes de fonds et de dons de nourriture que l'on voit à gauche et à droite. Mais la faim, elle continue en janvier, en mars et en juillet. Les tablettes, elles, ne sont pas toujours aussi bien garnies.

«Ça a été une année qui nous a demandé une résilience incroyable. Une année en dents de scie. On a commencé l'année avec l'incertitude liée à la pandémie, et on la termine avec l'incertitude liée à l'inflation. Ce qu'on constate, c'est qu'il y a de plus en plus de gens qui entrent dans la catégorie "vulnérables". Ce n'est pas normal que comme société, nous soyons clivés comme ça», évoque Isabelle Bombardier, directrice générale du Centre d'action bénévole de Nicolet.

À ses côtés, Jean Pellerin, président de Moisson Mauricie et Centre-du-Québec, sait à quel point les demandes d'aide alimentaire ont été directement touchées par cette inflation et surtout par la hausse du panier d'épicerie. En mars 2022, on comptait 31 466 personnes ayant recours à de l'aide alimentaire dans la région, dont 8811 enfants. C'était pas moins de 5000 personnes de plus que l'année précédente. Et ça, c'était en mars dernier. «Tout nous porte à croire que ça aura augmenté de façon significative au courant de l'année», révèle Jean Pellerin.

On estime donc une hausse de 20% des demandes, mais qui doit aussi se conjuguer avec une baisse de 20% des dons des épiceries, non pas par manque d'altruisme, mais surtout par



problèmes d'approvisionnement. La chaîne qui débarque, elle a débarqué dans tous les secteurs de l'économie, y compris celui de l'alimentaire.

Quelques coins de rue plus loin, aux Artisans de la paix, le directeur général, Robert Tardif, l'a remarqué lui aussi. Hausse dans le dépannage d'urgence tout au long de l'année, hausse des demandes pour les paniers de Noël, augmentation de la fréquentation de la table populaire... et surtout une clientèle qu'on ne voyait pas souvent jusqu'ici: les travailleurs.

«De plus en plus on en voit, des gens qui travaillent à temps plein, mais au salaire minimum, et qui une fois toutes les factures payées, n'arrivent plus à se nourrir», relate M. Tardif, qui se réjouit toutefois de voir qu'au courant de l'année, de solides partenariats se sont tissés entre les organismes communautaires pour être capable de lutter contre cette misère qui affecte de plus en plus de gens.

Ressources en alphabétisation, maisons des familles, accès à la justice sociale, organismes travaillant auprès des clientèles itinérantes, ressources dédiées aux personnes en rupture sociale, aux malades, aux nouveaux arrivants, aux personnes en crise suicidaire, en dépendance, en réinsertion sociale, en situation de violence conjugale... Franchement, nous aurions pu mettre 500, peut-être même 1000 personnes sur cette photo des personnalités de l'année.

«Cette année, on a vu de plus en plus d'organismes collaborer, s'attacher ensemble afin de solidifier ce filet social. On y croit beaucoup», explique Robert Tardif.

Un filet social qui ne pourrait absolument pas fonctionner sans l'apport des bénévoles qui oeuvrent chaque jour dans l'une ou l'autre de ces missions. «Sans nos précieux bénévoles et tous les membres de nos équipes, nous ne serions rien, on ne pourrait pas faire grand-chose», lance Sylvie Tardif, coordonnatrice de COMSEP, qui oeuvre en alphabétisation et en lutte à la pauvreté.

Mais la pauvreté, elle ne se traduit pas que par le panier d'épicerie. Elle n'est pas que matérielle. De plus en plus, elle se traduit par des troubles de santé mentale, exacerbés par la hausse du coût de la vie, la période post-pandémique, les soins de santé qui sont saturés, remarque Philippe Malchelosse de l'organisme Point de Rue à Trois-Rivières.

«J'ai aussi une préoccupation pour la pauvreté culturelle, la pauvreté de liens, la pauvreté de famille. Quand tu es pauvre, c'est toff. Mais quand tu es pauvre tout seul dans la rue, que tu es ignoré, que tu n'es pas plus important qu'un parcomètre, c'est un autre niveau de pauvreté. Ma préoccupation n'est pas seulement de faire une réponse à l'urgence sociale en comblant les besoins de base. C'est de nourrir la dignité, de dire aux gens qu'ils sont des citoyens, qu'ils ont de la valeur, qu'on pense à eux. On pose des gestes qui leur démontrent qu'on croit en eux», soutient-il.

C'est aussi ce que s'emploie à faire l'équipe du Centre Roland-Bertrand de Shawinigan. Au-delà de combler les besoins de base, on cherchera par tous les moyens à faire cesser cette roue infernale qui nous maintient dans la pauvreté.

«À travers nos projets, on veut casser le cycle de la pauvreté, les ramener à l'école ou vers l'emploi et surtout d'assurer ce maintien en emploi. C'est bien souvent notre plus grand défi», constate Frédéric Trudelle, directeur général du Centre Roland-Bertrand.



Des enjeux qui dépassent donc bien souvent l'aide alimentaire, et qui touchent la population au point de craindre de perdre le toit qu'on a sur la tête. La bulle immobilière créée par la pandémie, la hausse des taux d'intérêt, du coût des loyers et le fameux phénomène de la rénovation continuent de maintenir aux aguets les organismes communautaires pour 2023.

«La rénovation, on pense que ce n'est que le début à Shawinigan. Déjà, dans les dernières semaines, j'ai de mes propres bénévoles qui se font tasser de leurs logements. D'autres qui se font augmenter les loyers de façon importante, sans faire respecter leurs droits, et qui acceptent des hausses illégales pour ne pas perdre leur logement. Ça nous préoccupe beaucoup, surtout chez les aînés, car à Shawinigan, nous avons une clientèle d'aînés démunis», note Mathieu Gélinas, directeur général du Centre d'action bénévole Trait d'union.

Heureusement, tout n'est pas sombre et 2022 se sera également traduite comme une année de très grande générosité. Dans toutes les collectes menées en Mauricie et sur la rive sud, on a fracassé des records.

«Autant chez les entreprises que chez les particuliers, on n'en revient pas de la générosité des gens. Ils font des dons très importants, ils organisent des collectes de leur propre initiative. Des organisations qui donnaient déjà depuis longtemps et qui ont augmenté leur contribution. D'autres qui ont été touchés par la réalité vécue cette année et qui ont choisi de faire leur part», remarque Jean Pellerin de Moisson Mauricie.

«Parfois, tu ne connais même pas la personne et elle vient te faire un don. On a vu beaucoup de personnes recevoir l'aide financière du gouvernement Legault, et redonner ce 400 \$ ou ce 600 \$ aux organismes communautaires», constate Sylvie Tardif de COMSEP.

Pour 2023, les défis s'annoncent encore une fois nombreux, et on touche du bois pour espérer répondre à la demande, autant que d'avoir le personnel nécessaire pour le faire. Car la pénurie de main-d'oeuvre n'épargne personne, pas même le milieu communautaire, qui peine actuellement à offrir des conditions pour assurer la rétention de son monde, qui déserte de plus en plus pour le réseau public. Là-dessus, il n'y a pas de solution miracle. Ça prendra un rehaussement du financement à la mission si on souhaite maintenir le filet social en place.

Quant aux bénéficiaires, il faudra cesser de croire que la solution passe par des aides ponctuelles, par des chèques de 400 \$ ou 600 \$ envoyés une seule fois par la poste...

Ça devra surtout passer par le rehaussement du financement des organismes, mais aussi le rehaussement des pensions pour les personnes âgées et des contributions d'aide sociale.

«Recevoir 600 \$ une seule fois, ça n'aide personne, parce que le mois suivant, ils n'arriveront pas plus. Les gens qui ont faim, ils ont faim tout le temps, pas juste de façon ponctuelle», confie Isabelle Bombardier du Centre d'action bénévole de Nicolet.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



JOE BIDEN SE POSE EN PORTE-VOIX DE L'AFRIQUE

AGENCE FRANCE-PRESSE VIA LE SOLEIL – 15 DÉCEMBRE 2022

AGENCE FRANCE-PRESSE VIA LE DROIT– 15 DÉCEMBRE 2022

AGENCE FRANCE-PRESSE VIA LE NOUVELLISTE– 15 DÉCEMBRE 2022

AGENCE FRANCE-PRESSE VIA LE QUOTIDIEN – 15 DÉCEMBRE 2022

AGENCE FRANCE-PRESSE VIA LA TRIBUNE – 15 DÉCEMBRE 2022

AGENCE FRANCE-PRESSE VIA LA VOIX DE L'EST – 15 DÉCEMBRE 2022

Par : Léon Bruneau; Shaun Tandon

<https://www.lesoleil.com/2022/12/15/joe-biden-se-pose-en-porte-voix-de-lafrique-1a4ba04b1bc1e7e28de3265b4ad51b3a>

<https://www.ledroit.com/2022/12/15/joe-biden-se-pose-en-porte-voix-de-lafrique-1a4ba04b1bc1e7e28de3265b4ad51b3a?nor=true>

<https://www.lenouvelliste.ca/2022/12/15/joe-biden-se-pose-en-porte-voix-de-lafrique-1a4ba04b1bc1e7e28de3265b4ad51b3a>

<https://www.lequotidien.com/2022/12/15/joe-biden-se-pose-en-porte-voix-de-lafrique-1a4ba04b1bc1e7e28de3265b4ad51b3a?nor=true>

<https://www.latribune.ca/2022/12/15/joe-biden-se-pose-en-porte-voix-de-lafrique-1a4ba04b1bc1e7e28de3265b4ad51b3a>

<https://www.lavoixdelest.ca/2022/12/15/joe-biden-se-pose-en-porte-voix-de-lafrique-1a4ba04b1bc1e7e28de3265b4ad51b3a?nor=true>

Joe Biden a appelé jeudi à un rôle accru pour l'Afrique sur la scène internationale s'engageant aussi à y promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie, au dernier jour d'un sommet à Washington censé sonner le retour des États-Unis sur le continent.

New York - Le président américain a d'ailleurs promis de se rendre en Afrique subsaharienne, possiblement dès l'année prochaine, ce qui serait la première visite à ce niveau depuis Barack Obama qui s'était rendu au Kenya et en Éthiopie en 2015.

«Nous allons tous aller vous voir et vous allez tous nous voir beaucoup», a-t-il lancé devant les chefs d'État ou de gouvernement de 49 pays africains représentés au sommet sur l'Afrique à Washington.

Il n'a pas évoqué de date ni les pays qu'il entendait visiter, en soulignant que certains pays «l'avaient invité» et qu'il leur avait répondu: «Prenez garde à ce que vous demandez. Je pourrais bien venir».

L'ancien président Donald Trump n'avait effectué aucun déplacement en Afrique subsaharienne.

Soutien au maintien de la paix et la sécurité, à la bonne gouvernance ou aux droits humains, sur un continent où plus d'un pays est critiqué dans ce domaine, le président des États-Unis a égrené mercredi et jeudi devant ses pairs africains une série d'aides américaines censées refléter cet engagement renouvelé de son pays sur le continent.

Il a notamment annoncé une aide de 2,5 milliards de dollars pour lutter contre l'insécurité alimentaire en Afrique et conclu un «partenariat stratégique» avec l'Union africaine à court et long terme pour assurer la pérennité agricole sur le continent.

«La sécurité alimentaire est essentielle à la paix et la prospérité», a-t-il affirmé. «Dit simplement, si un parent ne peut pas nourrir son enfant, rien d'autre ne compte vraiment».



La question de la flambée des prix des denrées alimentaires, aggravée par la guerre en Ukraine après l'invasion russe de ce pays en février, a dominé les travaux du sommet jeudi après-midi.

Dans la matinée, M. Biden avait annoncé débloquer 75 millions de dollars pour renforcer les institutions démocratiques en Afrique, ainsi que 100 millions de dollars en assistance sécuritaire.

Avant d'accueillir les dirigeants africains à dîner mercredi soir, il avait justement reçu à la Maison-Blanche les dirigeants de six pays africains où se tiendront l'an prochain des élections, que les États-Unis entendent surveiller de près.

À la table des négociations

«L'Afrique doit être à la table dans chaque salle - dans chaque salle où l'on discute des défis mondiaux - et dans toutes les institutions», a-t-il encore souligné en citant expressément le Conseil de sécurité de l'ONU et le G20 qui regroupe les principales puissances économiques du monde.

Une initiative immédiatement saluée par le président sénégalais Macky Sall, qui assure la présidence tournante de l'Union africaine.

Mais ce dernier a aussi appelé, dans une rare note discordante, à la levée des sanctions internationales contre le Zimbabwe et mis en garde contre une proposition de loi examinée par le Congrès américain qui imposerait des sanctions aux pays africains traitant avec la Russie.

«Ce serait la première fois dans les relations internationales qu'un continent entier serait ainsi ciblé», a-t-il dit.

Les dirigeants africains se montraient globalement satisfaits de la tenue du sommet — le dernier sous ce format remonte à 2014 sous Barack Obama —, même si le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a déploré les «égoïsmes nationaux» qui perdurent et «la voix à peine audible de l'Afrique».

Le président Biden, chantre du multilatéralisme et qui se vante du retour de l'Amérique sur la scène internationale après les années Trump, avait déjà plaidé mercredi pour créer un vaste partenariat avec l'Afrique.

«Nous souhaitons collaborer dans tous les domaines», a-t-il encore souligné jeudi en insistant sur le fait que «les États-Unis étaient à fond pour l'Afrique avec l'Afrique».

L'administration Biden entend dégager 55 milliards de dollars pour l'Afrique d'ici trois ans dans des domaines aussi variés que le numérique, les infrastructures, la santé ou encore la transition énergétique.

Si les États-Unis se refusent à parler d'une compétition avec la Chine sur le continent africain, ils s'efforcent néanmoins d'y renforcer leur présence et insistent sur leur vision d'un développement durable et la démocratie.

[Retour à la table des matières](#)



SECHERESSE EN ETHIOPIE : DEUX MILLIONS DE PERSONNES SUPPLEMENTAIRES CONFRONTEES A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DEPUIS SEPTEMBRE - PAM

ONU INFO - 16 DÉCEMBRE 2022

<https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130667>

Alors que l'impact de cinq saisons des pluies manquées consécutives s'intensifie, deux millions de personnes supplémentaires sont confrontées à l'insécurité alimentaire depuis septembre dernier en Éthiopie, a annoncé vendredi une Agence des Nations Unies.

Au total, plus de 24 millions de personnes subissent les effets de la sécheresse en Éthiopie, dont près de 12 millions ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

« Près de 12 millions de personnes sont désormais confrontées à l'insécurité alimentaire dans les zones touchées par la sécheresse », a détaillé le Programme alimentaire mondial (PAM) dans son dernier rapport de situation sur la Corne de l'Afrique. Cela représente une hausse de 2 millions de personnes depuis la publication du plan de réponse à la sécheresse en septembre.

Selon l'Agence onusienne basée à Rome, cette cinquième saison des pluies consécutive, inférieure à la moyenne, ne fera qu'aggraver la situation déjà désastreuse de la sécurité alimentaire dans les zones touchées par la sécheresse, où au moins 4,5 millions de têtes de bétail ont déjà péri à cause de la sécheresse. Dans le même temps, 2,7 millions d'enfants souffrent déjà de malnutrition aiguë en raison de l'impact de la sécheresse.

Un nombre croissant d'enfants souffrant de malnutrition sévère

Plus de 700.000 de ces enfants souffrent de malnutrition sévère. Et la malnutrition dans les régions d'Éthiopie touchées par la sécheresse a considérablement augmenté au cours des derniers mois. Par exemple, dans la région de Somali, les taux de malnutrition aiguë chez les enfants et les femmes sont alarmants. Plus du quart des enfants de moins de deux ans et 28 % des femmes enceintes et allaitantes souffrent de malnutrition.

Dans l'une des régions les plus touchées par la sécheresse dans la région d'Oromia, la zone de Borena, plus de 15 % des enfants de moins de cinq ans dans la moitié des kebeles souffrent de malnutrition. Dans l'ensemble de la zone, près de 60 % des femmes enceintes et allaitantes souffrent de malnutrition. Dans la zone de Guji, plus de 35 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition.

Par ailleurs, les graves pénuries d'eau et de pâturages détruisent les moyens de subsistance et obligent les familles à quitter leur foyer. Certaines régions du sud et du sud-est (Somali, Oromia, Sidama et la région des peuples, des nations et des nationalités) ont été les plus durement touchées.

Comme pour aggraver les choses, le PAM prévoit que la saison des pluies (deyr/hageya) en cours entre octobre et décembre sera largement insuffisante dans plusieurs régions pour soutenir les pâturages et les niveaux d'eau nécessaires aux éleveurs jusqu'à la prochaine saison des pluies en mars 2023.

Le PAM a besoin d'urgence de 169 millions de dollars américain



En réponse, le PAM soutient les familles avec une combinaison de secours d'urgence, de soutien nutritionnel et d'actions de renforcement de la résilience pour sauver des vies à court terme et renforcer la résilience à long terme. Il se prépare à intensifier et à fournir une aide alimentaire d'urgence à 2,8 millions de personnes dans la région de Somali dans le cadre du prochain cycle de distribution.

En raison d'un manque de financement, le PAM n'est pas en mesure de cibler les 4,7 millions de personnes estimées être dans le besoin.

Dans la région Somali, outre la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence, le PAM vise à traiter 293.000 enfants et mères malnutris de la région avec des aliments nutritifs ce mois-ci. La même aide a été fournie à 268 000 mères et enfants dans la région d'Oromia et dans la région des nations, nationalités et peuples du Sud.

Mais pour continuer à subvenir aux besoins de 3,5 millions de personnes parmi les plus touchées par la sécheresse, le PAM a besoin d'urgence de 169 millions de dollars américain pour financer ses opérations au cours des huit prochains mois.

[Retour à la table des matières](#)



AFRIQUE : 88 % DE LA POPULATION RESSENTENT LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE (ENQUETE)

JOURNAL DU MALI - 20 DÉCEMBRE 2022

<https://www.journaldumali.com/2022/12/20/afrique-88-de-la-population-ressentent-les-effets-du-changement-climatique-enquete/>

L'étude de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) sur le climat, réalisée dans neuf pays du continent noir, révèle que « les changements climatiques ont déjà des répercussions sur le quotidien » d'au moins 6000 personnes âgées de 15 ans et plus interrogées. Maroc, Tunisie, Égypte, Kenya, Afrique du Sud, Angola, Cameroun, Côte d'Ivoire et Sénégal, ce sont les pays où la première édition africaine de l'enquête de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) sur le climat a eu lieu entre le 1er et le 25 août 2022. Cette initiative de l'institution financière vise d'après elle « à nourrir le débat général sur les comportements et les attentes en matière d'action en faveur du climat ».

« 61 % des Africains interrogés soutiennent que les changements climatiques et les atteintes à l'environnement ont affecté leurs revenus ou leurs moyens de subsistance », lit-on dans un communiqué reçu mardi à APA. Les pertes de revenus, rapporte la source, sont généralement liées à des sécheresses intenses, à l'élévation du niveau des mers ou à l'érosion côtière, ainsi qu'à des phénomènes météorologiques extrêmes tels que des inondations ou des ouragans.

« Nous appuyons depuis de nombreuses années les investissements dans les énergies propres en Afrique, comme l'énergie éolienne, l'hydroélectricité et les solutions hors réseau. Nous sommes prêts à déployer toute notre panoplie de services de conseil et d'instruments financiers et appuyer nos partenaires sur le terrain afin d'atténuer les changements climatiques, de nous adapter à leurs effets négatifs déjà palpables et de garantir une transition juste », affirme Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI.

À en croire le bras financier de l'Union Européenne (UE), les résultats de cette enquête arrivent à un moment critique pour l'Afrique, après la COP 27 où la mobilisation des ressources pour l'atténuation du réchauffement climatique et l'adaptation aux effets de celui-ci ont été au cœur des débats avec la conclusion d'un accord décisif sur un nouveau fonds « pertes et préjudices » pour les pays vulnérables durement touchés par les catastrophes climatiques.

L'Afrique, rappelle M. Fayolle, est la partie du monde la plus touchée par les changements climatiques, bien que ce soit celle qui contribue le moins au problème. Le continent fait face à une menace accrue de phénomènes météorologiques extrêmes et de changements climatiques chroniques, qui influencent les rendements agricoles, la sécurité alimentaire et hydrique, les écosystèmes, les moyens de subsistance, la santé, les infrastructures et les migrations.

Poursuivant son propos, il souligne que « les changements climatiques, par leurs effets néfastes sur les ressources vitales et la concurrence qu'ils entraînent pour les ressources naturelles, risquent d'accroître la pauvreté, les inégalités et le chômage ».

Ainsi, 76 % des Africains sondés ont déclaré que la priorité devrait donc être donnée dans leur pays aux énergies renouvelables, loin devant les combustibles fossiles (13 %).

[Retour à la table des matières](#)



L'INDE PREVOIT DE FOURNIR DES AIDES ALIMENTAIRES GRATUITES A 813 MILLIONS DE PAUVRES D'ICI 2023

AGENCE ANADOLU – 24 DÉCEMBRE 2022

Par : Raşa Evrensel

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/linde-pr%C3%A9voit-de-fournir-des-aides-alimentaires-gratuites-%C3%A0-813-millions-de-pauvres-dici-2023-/2771926>

Le ministre indien de la Santé, Mansukh Laxmanbhai Mandaviya, a qualifié la décision d'historique

L'Inde prévoit de fournir des aides alimentaires gratuites à 813 millions de pauvres d'ici 2023

L'Inde a l'intention de fournir gratuitement des céréales alimentaires à 800 millions de citoyens dans le besoin pendant un an.

Le ministre indien des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar a écrit sur Twitter après une réunion de son cabinet : "les céréales alimentaires seront fournies gratuitement à plus de 800 millions de personnes jusqu'en décembre 2023 en vertu de la loi nationale sur la sécurité alimentaire".

"Cette étape assurera la sécurité alimentaire de l'Inde", a déclaré Jaishankar.

De son côté, le ministre indien de la Santé, Mansukh Mandaviya, a qualifié "la décision d'historique".

"Le bien-être des pauvres et des nécessiteux a toujours été la priorité absolue de notre gouvernement", a ajouté Mandaviya.

Le ministre indien de la Santé a salué l'étape historique consistant à fournir des rations alimentaires gratuites en vertu de la loi nationale sur la sécurité alimentaire 813 millions personnes pauvres jusqu'en décembre 2023 dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire.

Il a aussi déclaré que le gouvernement dépensera 2 000 milliards de roupies (24,2 milliards de dollars) pour ce plan.

*Traduit de l'arabe par Hajer Cherni

[Retour à la table des matières](#)



Des représentants AGRICOLES africains visitent une ferme de Saint-Damase

LE COURRIER DE SAINT-HYACINTHE – 29 DÉCEMBRE 2022

Par: Adaée Beaulieu

<https://lecourrier.qc.ca/des-representants-agricoles-africains-visitent-une-ferme-de-saint-damase/>

Dix représentants d'organisations agricoles africaines étaient de passage, le 23 novembre, à la ferme Cabri génétique international à Saint-Damase, spécialisée dans la production de chèvres, dans le cadre de la mission Sud-Nord « Viens marcher ma Terre 2022 » de l'Union des producteurs agricoles Développement international (UPA DI).

Ils sont restés au Québec jusqu'au 3 décembre afin d'échanger sur les politiques agricoles et agroenvironnementales en vigueur dans la province et dans leur pays respectif et de s'inspirer de nos productions.

« Ce fut une super bonne visite. Ils ont été impressionnés », a affirmé Hélène Benoit, consultante en communications de l'UPA DI.

Certains se sont d'ailleurs montrés intéressés par le démarrage d'un élevage caprin dans leur pays. « C'est un élevage qui pourrait bien s'intégrer chez eux. Les propriétaires de la ferme Cabri génétique international, Ginette Morneau et Christian Dubé, ont quand même 25 ans d'expérience et pourraient donc être des ressources pour les producteurs africains qui voudraient intégrer un tel élevage. Ça permettrait de diversifier leur entreprise. Ça permet aussi de diversifier l'agriculture dans leur communauté et d'augmenter l'autonomie alimentaire et les produits pouvant être achetés localement », explique Mme Benoit.

« Nous avons bien apprécié et suivi avec attention les explications des propriétaires de la ferme, que je félicite au passage. Est-ce que ce modèle pourra être dupliqué en Afrique, plus précisément chez nous, au Sénégal? Nos discussions futures nous le diront. Merci à Ginette et à Christian de nous avoir ouvert leurs portes et merci à l'UPA DI d'avoir facilité la mise en relation », a témoigné Ahmedou Moukhtar Mbodj, secrétaire général du Cadre national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR).

UNE MISSION POUR LES DIRIGEANTS

L'UPA DI aura 30 ans l'an prochain et cette année représente le retour des missions qui existent depuis plus de 20 ans et qui avaient été arrêtées en raison de la pandémie. Depuis le début, des échanges se font avec des pays d'Afrique et, depuis une dizaine d'années, avec Haïti. Plus récemment se sont ajoutés la Tunisie, la Bolivie et le Pérou. La Tunisie fait d'ailleurs partie de la mission actuelle avec le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et la République démocratique du Congo. De plus, l'UPA DI s'est rendue pour la première fois en Indonésie cette année, mais des agriculteurs de ce pays ne sont pas encore venus au Québec.

L'édition de cette année est particulière puisqu'il s'agit vraiment d'une mission dédiée aux dirigeants d'organisations agricoles de plusieurs pays et à l'échelle provinciale ici, au Québec. Auparavant, il s'agissait plutôt de stages dans des fermes d'une région spécifique, les régions variant d'une année à l'autre, pour des groupes de femmes ou des agriculteurs d'un pays en particulier.



Les visiteurs ont aussi participé à une journée de réflexion avec les membres du conseil d'administration de la coalition « Nourrir l'humanité durablement » créée en mai 2021, ce qui permet d'entamer le processus pour internationaliser le mouvement. Les représentants africains souhaitent que leurs organisations rejoignent les rangs du mouvement, mais ils ont convenu, dans un premier temps, à l'instar de ce qui s'est fait au Québec, de rallier à cette cause les acteurs du secteur agroalimentaire et les organisations de la société civile dans leur pays respectif.

Ils ont aussi pris part à des rencontres avec des organisations gouvernementales du Québec et du Canada et au Congrès général de l'Union des producteurs agricoles, les 29 et 30 novembre. Le but pour l'UPA DI est de faire connaître les préoccupations des agricultrices et des agriculteurs d'ici et d'ailleurs au regard des politiques agricoles, les enjeux d'autonomie alimentaire et de développement durable auxquels doivent répondre ces politiques et les points de vue de leaders agricoles sur ces questions.

« Nous avons des enjeux communs, notamment en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'achat local. Il y a un partage d'informations qui se fait. Il y a des collaborations, des partenariats et des alliances à faire », a déclaré Hélène Benoit.

D'ailleurs, l'UPA DI juge que les points de vue de ces différents pays sont pertinents à l'heure des grandes conférences internationales que sont la COP27 sur les changements climatiques et la COP15 sur la biodiversité.

[Retour à la table des matières](#)



FAIM DANS LE MONDE : UNE CRISE SANS PRECEDENT

LA PRESSE+ - 29 DÉCEMBRE 2022 - P. ACTUALITÉS_18

LA PRESSE – 29 DÉCEMBRE 2022

Par : Janie Gosselin

<https://www.lapresse.ca/international/2022-12-29/faim-dans-le-monde/une- crise-sans- precedent.php#:~:text=La%20%C2%AB%20plus%20grande%20crise%20alimentaire,Le%20point%20dans%2010%20pays.>

https://plus.lapresse.ca/screens/14fcda3e-cb81-46b3-bc2a-ccc96586291e%7C_0.html

La « plus grande crise alimentaire mondiale de l'histoire moderne est en cours », a averti l'ONU dans un rapport publié le 1^{er} décembre 2022. Les conflits, les changements climatiques, la flambée des prix et une possible récession mondiale pourraient assombrir encore le portrait en 2023. Le point dans 10 pays.

Haïti

Des zones entières sont sous l'emprise des gangs de rue à Port-au-Prince. Dans le quartier Cité Soleil, la situation alimentaire est critique, alors qu'en octobre, 19 000 personnes étaient au sommet de l'échelle de la classification de l'insécurité alimentaire de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – le niveau « catastrophe » –, une première en Haïti. Quelque 6,5 millions d'Haïtiens, un peu plus de la moitié de la population du pays, faisaient également face à une faim aiguë ou qualifiée d'« urgente » par l'organisme. Le tout sur fond de crise sanitaire, avec des cas de choléra, et d'insécurité générale.

Nigeria

La crise est particulièrement importante dans le nord-est du Nigeria, une région en proie à l'instabilité depuis plus d'une décennie, avec les offensives du groupe terroriste Boko Haram. Les violences ont mené au déplacement de 2,2 millions de personnes en 12 ans, selon l'ONU, un déracinement qui entraîne son lot de précarité. Les populations ont aussi été victimes des conditions climatiques – une pluie rare, qui a menacé les pâturages, mais aussi, ces derniers mois, des inondations qui ont tout ravagé sur leur passage. Avec plus de 200 millions d'habitants, le Nigeria est le pays le plus peuplé du continent africain et la faim touche environ le tiers de sa population, selon la FAO.

République démocratique du Congo

Le plus grand pays de l'Afrique subsaharienne – l'un des cinq États les plus pauvres de la planète, selon la Banque mondiale – a commencé l'année 2022 en tête des endroits où la situation alimentaire était la plus préoccupante, avec 27 millions de personnes touchées par une insécurité alimentaire grave, selon les données des agences de l'ONU. Un an plus tard, la situation reste similaire et le pays demeure l'endroit où l'on compte le plus de personnes touchées par la faim dans le monde, en raison de combats, de déplacements de population et de la pauvreté, notamment. Des élections législatives et présidentielle sont prévues à la fin de l'année 2023.

Soudan du Sud

Mourir de faim : c'est la situation qui guette au moins 43 000 Sud-Soudanais, a averti l'ONU en novembre dernier. Près de 8 millions de leurs compatriotes, soit les deux tiers de la population,



souffrent aussi d'une faim aiguë. Le plus jeune pays au monde, qui a obtenu son indépendance du Soudan en 2011, a traversé une guerre civile de 2013 à 2018, faisant des millions de déplacés, et l'instabilité perdure. Aux violences s'ajoutent les conditions climatiques extrêmes, de récentes pluies torrentielles ayant détruit les cultures. Dans la dernière décennie, les agences de l'ONU ont déclaré un état de famine dans deux pays : en Somalie, en 2011, et dans des régions du Soudan du Sud en 2017.

Éthiopie

Difficile d'établir un bilan du conflit au Tigré, amorcé en novembre 2020 et décrit par International Crisis Group et Amnistie internationale comme « l'un des plus meurtriers au monde », puisque les sources indépendantes sont rares. La crise humanitaire est importante, malgré un accord de paix signé en novembre, qui a permis d'ouvrir des corridors pour acheminer de l'aide. Comme les pays voisins, l'Éthiopie a souffert d'une sécheresse importante qui dure depuis plus d'un an, l'une des pires en 50 ans pour le pays, selon l'organisme Oxfam. La guerre en Ukraine, l'un des grands exportateurs de céréales, a encore empiré la situation en 2022. Fin août, 23 000 tonnes de blé ont pu être envoyées de l'Ukraine vers l'Éthiopie.

Somalie

En 2011, la famine avait fait 260 000 morts en Somalie, dont la moitié était des enfants de moins de 5 ans. Le pays fait encore face à une sécheresse importante depuis deux ans, affectant 7,8 millions de personnes en octobre, selon les données de l'UNICEF – une augmentation importante, alors qu'ils étaient 3,2 millions de Somaliens touchés par les conséquences du climat aride en janvier 2022. En octobre dernier, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé Mamunur Rahman Malik avertissait que « 1,8 million d'enfants – la moitié des enfants du pays – souffrent de malnutrition aiguë sévère ».

Madagascar

La grande île au large de l'Afrique est méconnue et fait rarement les manchettes. Elle est pourtant considérée comme le premier endroit au monde où les changements climatiques dus à l'être humain – sans les autres facteurs qu'on voit ailleurs, comme les conflits armés – ont poussé les habitants au bord de la famine. La situation perdure depuis quelques années, alors que des tempêtes et des inondations en 2020 ont mené à des déplacements et des pertes. Le pays n'a pas été épargné en 2022 par la sécheresse, la montée des prix et, à l'automne, par des incendies importants.

Yémen

Une des pires situations humanitaires au monde se trouve au Yémen, pays ravagé par la guerre depuis 2014. Sur une population de 30 millions d'habitants, la moitié est considérée comme n'ayant pas assez de nourriture, selon la carte de la faim du Programme alimentaire mondial de l'ONU. Près de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Une trêve de six mois entre le gouvernement yéménite et les rebelles houthis a pris fin en octobre dernier dans ce pays le plus pauvre de la péninsule Arabique, où les deux tiers des habitants dépendent de l'aide humanitaire.

Syrie



En novembre dernier, l'organisme Save the Children a sonné l'alarme, rapportant une augmentation de 150 % en 6 mois du nombre d'enfants souffrant de malnutrition dans le nord-est du pays. Depuis le début de la guerre en 2011, les Syriens sont frappés par l'insécurité, notamment sur le plan alimentaire. Comme son voisin, le Liban, le pays connaît une inflation importante et une dévaluation de sa monnaie, rendant la nourriture encore plus difficile d'accès. Le régime syrien est allié avec la Russie, qui a mis un veto l'été dernier au Conseil de sécurité de l'ONU à un projet pour prolonger d'un an une autorisation pour acheminer de l'aide dans des zones sous contrôle des djihadistes et des rebelles, où vivent plus de 2,4 millions de personnes, n'acceptant qu'une prolongation de six mois.

Afghanistan

Les Américains ont quitté l'Afghanistan en août 2021. Sans reconnaissance internationale et sous le coup de sanctions, les talibans ont repris le contrôle du pays. Après des années de guerre et avec des actifs gelés, l'économie est détruite et les infrastructures sont défailtantes. La sécheresse a aussi joué un rôle dans la crise de la faim en Afghanistan, touchant 23 millions de personnes – plus de la moitié de la population. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) souligne également le retrait de la participation des femmes dans la société, qui a accru les « besoins de protection » humanitaires.

Avec l'Agence France-Presse, Reuters et The Economist

Encadré(s) :

EN SAVOIR PLUS

222 millions, Nombre de personnes, dans 53 pays, qui font face à une insécurité alimentaire aiguë
SOURCE: source : OCHA
45 millions , Nombre de personnes, dans 37 pays, qui font face à un risque de famine
SOURCE: source : OCHA

[Retour à la table des matières](#)



Entre avancées et reculs, une année 2022 de lutte pour les droits des femmes

FRANCE 24 – 30 DÉCEMBRE 2022

Par : Pauline ROUQUETTE

<https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20221230-entre-avanc%C3%A9es-et-reculs-une-ann%C3%A9e-de-lutte-pour-les-droits-des-femmes>

Une Iranienne en larmes après qu'un membre de la sécurité a saisi son drapeau portant l'inscription "Women Life Freedom" avant le début du match de football de Coupe du monde opposant le pays de Galles à l'Iran, au Qatar le 25 novembre 2022.

Une Iranienne en larmes après qu'un membre de la sécurité a saisi son drapeau portant l'inscription "Women Life Freedom" avant le début du match de football de Coupe du monde opposant le pays de Galles à l'Iran, au Qatar le 25 novembre 2022. © Alessandra Tarantino, AP

Révocation du droit à l'avortement, obligation de port du hijab ou de la burqa, interdiction progressive d'accès à l'espace public... Des États-Unis à l'Iran, en passant par l'Afghanistan, la France ou encore l'Inde, France 24 a sélectionné les principaux événements ayant marqué le combat pour les droits des femmes dans le monde ces 12 derniers mois.

D'un continent à un autre, l'année 2022 aura parfois été celle de conquêtes pour les femmes, de résistance souvent. Mais aussi une année de soulèvements, s'inscrivant en réaction au recul de leurs droits.

On retiendra les émeutes et les manifestations en Iran, provoquées par la mort en détention de Mahsa Amini, jeune Kurde iranienne arrêtée pour avoir porté un voile jugé non réglementaire.

En Afghanistan, plus d'un an après le retour au pouvoir des Taliban, la situation des femmes demeure de plus en plus préoccupante. Après plusieurs décennies d'avancées sociales pour les Afghanes – et en dépit des promesses des Taliban, qui avaient déjà imposé une application ultra rigoriste de l'islam entre 1996 et 2001 –, ces dernières sont à nouveau contraintes de porter la burqa, et les filles à nouveau privées d'école.

Le droit à l'avortement aura également été au cœur des débats et manifestations, provoquant des bras de fer politiques. Notamment aux États-Unis, où la Cour suprême a décidé, en juin, d'annuler l'arrêt Roe vs. Wade, qui garantissait aux Américaines le droit d'interrompre leur grossesse.

Dans d'autres pays, le combat pour les droits des femmes s'est soldé par quelques victoires qui, si elles paraissent parfois minces, n'en sont pas moins symboliques.

Entre reculs et avancées, France 24 revient sur ces événements ayant marqué la lutte des femmes pour leurs droits à travers le monde en 2022.

Février 2022 : la Colombie dépénalise l'avortement jusqu'à 24 semaines de grossesse

Dans un contexte de libéralisation de l'IVG en Amérique latine, la Cour constitutionnelle de Colombie dépénalise, lundi 21 février, l'avortement jusqu'à 24 semaines de grossesse. Jusqu'ici, cela était passible d'une peine allant de 16 à 54 mois d'emprisonnement dans ce pays majoritairement catholique.



Cette décision autorise les femmes à avoir recours à l'avortement pour n'importe quel motif jusqu'au sixième mois de gestation.

Auparavant, cela n'était autorisé qu'en cas de viol, si la santé de la mère était en danger ou lorsque le fœtus présentait une malformation compromettant sa survie, selon un arrêt de 2006 de la Cour, qui prévoyait l'objection de conscience pour les médecins qui ne voulaient pas procéder à une IVG.

À titre de comparaison, en France, l'avortement ne peut être pratiqué que jusqu'à la fin de la 14^e semaine de grossesse (soit trois mois et demi de gestation). Un allongement du délai obtenu, lui aussi, en 2022.

En France, le délai légal pour avorter passe de 12 à 14 semaines de grossesse

Dans les tuyaux depuis octobre 2020, la proposition de loi transpartisane visant à allonger la durée légale de l'IVG de 12 à 14 semaines de grossesse est votée le 23 février. Par 135 voix pour, 47 contre et 9 abstentions, le Parlement adopte ce texte "fidèle au combat pour l'émancipation des femmes", a salué l'ex-ministre de la Santé, Olivier Véran.

Présentée par l'ex-députée LREM Albane Gaillot, désormais écologiste, la proposition a été poussée par le président des députés LREM, Christophe Castaner.

Le texte a été voté malgré les réticences affichées par certains médecins, dont l'Académie nationale de médecine, craignant des "manœuvres chirurgicales pouvant être dangereuses pour les femmes".

Mars 2022 : sous le régime taliban, les droits des Afghanes réduits comme peau de chagrin

Privées d'éducation, forcées de porter le voile intégral, bannies de la politique et des médias, les femmes disparaissent peu à peu de l'espace public en Afghanistan. Le régime taliban a mis en place une version rigoriste de la charia islamique qui ne laisse aucune place à celles qui représentent plus de la moitié de la population.

Le 23 mars, les filles qui ont d'abord pu reprendre le chemin du lycée après la décision des Taliban de leur rouvrir l'école secondaire, ont été priées, quelques heures plus tard, de rentrer chez elles. L'Afghanistan est ainsi devenu le seul pays au monde où l'école secondaire est interdite aux filles.

Par ailleurs, depuis un décret entré en vigueur le 7 mai, les Afghanes sont de nouveau contraintes de porter le voile intégral.

"Les femmes qui ne sont ni trop jeunes ni trop vieilles doivent voiler leur visage, à l'exception de leurs yeux, selon les recommandations de la charia, afin d'éviter toute provocation quand elles rencontrent un homme [qui n'est pas un membre proche de leur famille]", indique le décret, annoncé par la voix du leader des Taliban, Haibatullah Akhundzada.

En novembre, une nouvelle liste d'interdits est publiée par le ministère de la Prévention du vice et de la Promotion de la vertu. Les femmes sont désormais privées d'accès aux gymnases, bains publics, parcs et jardins. Jusqu'ici, des horaires et jours différenciés avaient été instaurés pour qu'hommes et femmes ne s'y croisent pas.



Mai 2022 : en Espagne, un projet de loi pour instaurer un congé menstruel

Cette mesure pourrait faire de l'Espagne le premier pays d'Europe à proposer un congé payé financé par l'État pour les femmes souffrant de règles douloureuses, à l'instar du Japon, de l'Indonésie ou de la Zambie.

Dans ce projet de loi approuvé par la coalition de gauche au pouvoir, le droit à l'avortement se verrait aussi renforcé, le gouvernement espérant garantir son accès dans tout le pays et mettre fin au tabou de la menstruation au travail.

"Aujourd'hui, nous envoyons un message international de soutien à toutes les femmes qui luttent pour leurs droits sexuels et reproductifs", a déclaré à la presse la ministre de l'Égalité, Irene Montero, issue du parti de gauche Podemos.

Si elle est adoptée, cette nouvelle loi permettra aux mineures de plus de 16 ans d'avorter sans autorisation parentale et supprimera le délai de réflexion de trois jours obligatoire avant de pratiquer un avortement.

Juin 2022 : aux États-Unis, la Cour suprême révoque le droit à l'avortement

Cette nouvelle décision ne rend pas les IVG illégales, mais renvoie les États-Unis à la situation en vigueur avant l'arrêt emblématique pris en 1973 : chaque État sera désormais libre d'autoriser l'avortement ou non.

Résultat : une poignée d'États – au moins huit, selon le Washington Post – en ont profité pour bannir, le jour même, les avortements sur leur sol. Six mois plus tard, d'autres États ont suivi, malgré les tentatives des militants pro-choix pour garantir ce droit fondamental. Au total, 26 États pourraient interdire l'accès à l'avortement dans le pays, selon le Guttmacher Institute, spécialisé dans les statistiques sur les naissances et l'avortement aux États-Unis et dans le monde.

Septembre 2022 : l'Iran se soulève après le décès de Mahsa Amini, morte en détention

Le 16 septembre, Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne de 22 ans, décède en détention trois jours après son arrestation par la police des mœurs pour avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes le port du voile en public. L'Iran s'embrase.

Depuis, la vague de manifestations, d'abord en province puis à Téhéran, ne faiblit pas malgré la répression par les forces de l'ordre.

Un slogan émerge : "Femme. Vie. Liberté", et les rassemblements en soutien aux Iraniennes se multiplient à travers le monde.

En Iran, les manifestantes s'affichent tête nue, brûlent leur foulard et commencent à couper leurs cheveux en guise de protestation.

Les revendications sont réprimées dans le sang. Plusieurs centaines de personnes sont mortes depuis le début des manifestations d'après les autorités. Une dizaine de personnes sont condamnées à mort pour leur participation aux manifestations, et une première exécution – un



jeune homme de 23 ans – a eu lieu, jeudi 8 décembre, provoquant l'indignation de la communauté internationale.

La Cour suprême indienne reconnaît le droit des femmes non mariées à avorter et la notion de viol conjugal

Deux avancées applaudies par les milieux féministes en Inde. Le 29 septembre, la Cour suprême – plus haute juridiction indienne – déclare que les femmes non mariées ont, elles aussi, le droit de demander l'avortement d'une grossesse entre 20 à 24 semaines.

Une "reconnaissance révolutionnaire" selon les activistes, car ce jugement supprime la distinction artificielle entre les femmes mariées et non mariées.

Autre distinction considérée par la Cour suprême comme obsolète : celle entre le viol et le viol conjugal. Dans cette même décision, la Cour estime en effet qu'en vertu de la loi sur l'interruption médicale de grossesse, la définition du viol doit inclure le viol conjugal. Une prise de position très symbolique dans ce pays patriarcal où la loi dispose qu'une relation sexuelle entre un homme et son épouse ne peut être considérée comme un viol si elle a plus de 15 ans.

Depuis début janvier, la Haute Cour de Delhi examine quant à elle une pétition déposée par deux associations de défense des droits des femmes pour faire reconnaître et criminaliser le viol marital.

En mars, une cour d'appel régionale a confirmé la poursuite d'un homme pour le viol de son épouse. Le juge de Bangalore (capitale de l'État de Karnataka, dans le sud de l'Inde) a rejeté son appel, estimant que l'exception légale ne punissant pas le viol conjugal va à l'encontre du principe d'égalité entre hommes et femmes garanti par la constitution.

Novembre 2022 : l'Assemblée nationale vote en faveur de l'inscription du droit à l'IVG dans la Constitution française

Le droit à l'avortement, bientôt protégé par la Constitution française ? C'est en faveur de cette mesure que s'est prononcée l'Assemblée nationale, jeudi 24 novembre, en adoptant (par 337 voix contre 32) une proposition de La France insoumise (LFI) soutenue par la majorité.

Avec ce texte de protection de l'avortement, inscrit au programme d'une journée réservée à LFI dans l'hémicycle, il s'agit de "se prémunir d'une régression" comme celle qui a eu lieu récemment aux États-Unis ou ailleurs en Europe, avait plaidé la cheffe de file du groupe, Mathilde Panot, qui a dédié cette "victoire historique" aux femmes "états-uniennes, polonaises et hongroises".

[Retour à la table des matières](#)



NORD-OUEST/SUD-OUEST : L'UNION EUROPEENNE DEBLOQUE 2,771 MILLIARDS DE F POUR LUTTER CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

ECO MATIN – 31 DÉCEMBRE 2022

Par : Marius Zogo

<https://ecomatin.net/nord-ouest-sud-ouest-lunion-europeenne-debloque-2771-milliards-de-f-pour-lutter-contre-linsecurite-alimentaire/>

Ces deux régions représentent avec l'Extrême-Nord, plus de 60% de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre octobre et décembre 2022 selon le « Cadre harmonisé d'identification des zones à risques et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle », récemment présenté par le ministre de l'Agriculture et du développement rural (Minader), Gabriel Mbairobe.

L'Union européenne vient de débloquer la somme de 4,225 millions d'euros soit 2,771 milliards de FCFA en faveur des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en proie à une crise sécuritaire depuis six ans. Cette contribution faite par le biais de la protection civile de l'UE et Département des opérations d'aide humanitaire (Echo) vise à renforcer la réponse du Programme alimentaire mondial (PAM) « aux besoins alimentaires d'urgence de 598 000 personnes et communautés d'accueil », apprend-t-on par voie de communiqué rendu public ce 30 décembre 2022 par cet organisme des Nations unies en charge de l'alimentation.

Cet apport de l'Union européenne, partenaire du PAM, intervient trois semaines après la présentation des résultats de second « Cadre harmonisé d'identification des zones à risques et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle ». Le document dévoilé par le ministre de l'Agriculture et du développement rural Gabriel Mbairobe révèle que 1 051 000 personnes étaient en insécurité alimentaire sévère entre octobre et décembre contre 2022 978 000 personnes entre juin et août 2022.

Les 60% des populations les plus touchées par ce fléau étant localisées dans les trois régions en crise avec notamment, 7 départements affectés dans le Nord-Ouest, 5 départements dans le Sud-Ouest et 4 à l'Extrême-Nord. Des chiffres qui pourraient rebondir si rien n'est fait, au regard de l'inflation qui s'aggrave en raison de la crise russo-ukrainienne. « Le PAM doit accroître son aide concernant l'augmentation des besoins alimentaires dans ces régions où l'on dénombre 1,1 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire », a déclaré Wanja Kaaria, représentante du PAM et directrice pays pour le Cameroun.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



RIEN A SIGNALER